

Revue financière

14	Rapport de gestion	52	Transactions avec des parties liées
14	Mesures non conformes aux IFRS	53	Méthodes comptables critiques et estimations
15	Vue d'ensemble des activités	57	Instruments financiers
17	Faits saillants de l'exercice 2018	58	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
20	Environnement de marché au cours de l'exercice 2018	59	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
21	Perspectives pour l'exercice 2019	59	Gestion des risques
22	Aperçu des exercices précédents – exercice 2017 par rapport à l'exercice 2016	63	Politique en matière de dividendes
23	Aperçu financier	63	Déclaration de dividende
30	Informations financières trimestrielles	64	Renseignements supplémentaires
35	Résultats par secteur d'activité	65	Rapport des auditeurs indépendants
46	Situation financière	66	États financiers consolidés et notes
47	Arrangements hors bilan	113	Informations supplémentaires
48	Situation de trésorerie et sources de financement	119	Glossaire
49	Actions privilégiées		
50	Données sur les actions en circulation		
50	Régimes de paiement fondés sur des actions		

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Groupe Canaccord Genuity. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2019 », contiennent de l'information prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, de même que les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2019 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit également tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Exercice 2018 clos le 31 mars 2018 – ce document est daté du 6 juin 2018.

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2018 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou si le contexte l'exige, « Société » renvoie à Groupe Canaccord Genuity Inc. et à ses filiales directes et indirectes. « Canaccord Genuity » désigne le secteur du financement de sociétés et des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2018 et 2017, à partir de la page 66 du présent rapport. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2018 et 2017 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (« RCP ») comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options, bons de souscription et débetures convertibles, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (« ASA ») et les actifs sous gestion (« ASG ») représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés *Programme de conseils en placement CT* et *Programme de gestion des placements des particuliers CT*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants à ces fins correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (le « RILT » ou le « régime ») de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains paiements incitatifs liés à l'acquisition de Hargreave Hale, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Pour nous, il n'existe pas de marchés étrangers.^{MC}

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

À PROPOS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc. (TSX : CF), qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

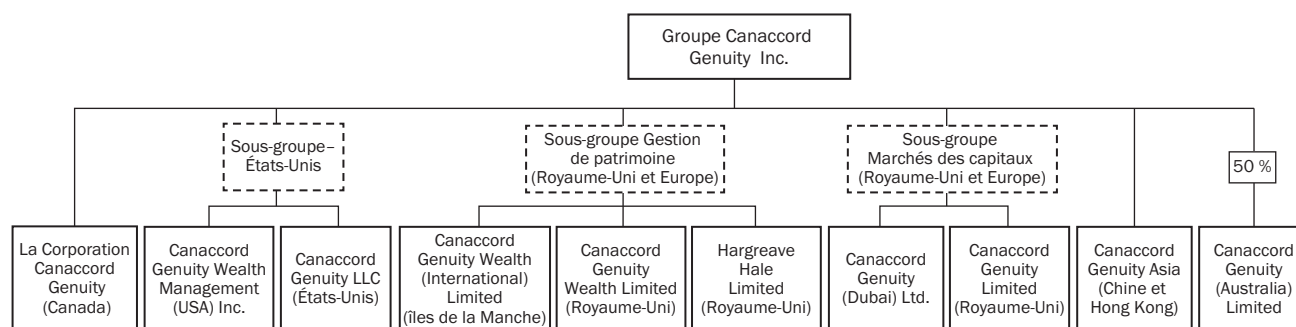
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation du Groupe Canaccord Genuity.

La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 31 mars 2018, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd (58 % au 31 mars 2017).

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

Le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de la comptabilisation de ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

La Société a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant non seulement sa couverture sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Afin de diversifier les sources récurrentes de produits des activités ordinaires et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux, la Société a pris des mesures pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine mondiales. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu améliorer sa capacité à identifier et à gérer les possibilités dans les centres régionaux et dans nos secteurs cibles.

INCIDENCE DES SOUBRESAITS DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement conservatrice, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2018, les activités sur les marchés des capitaux de la Société ont été axées sur les secteurs suivants : métaux et mines, énergie, technologie, immobilier, développement durable, soins de santé et sciences de la vie, produits de consommation et de détail, infrastructures, aérospatiale et matériel de défense, produits financiers, et placements privés. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

Faits saillants de l'exercice 2018

SIÈGE SOCIAL

- Le 1^{er} juin 2017, la Société a annoncé que le taux de dividendes sur ses actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série C ») serait de 4,993 % par année pour la période du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2022.
- Le 16 juin 2017, la Société a annoncé que le nombre d'actions privilégiées de série C déposées aux fins de conversion en actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série D ») était inférieur au nombre minimal requis et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise.
- Le 5 juillet 2017, la Société a annoncé qu'elle avait convenu d'acquérir Hargreave Hale Limited (« Hargreave Hale »), une entreprise de gestion de placements et de patrimoine indépendante de premier plan établie au Royaume-Uni, et ce, par l'entremise de son entreprise de gestion de patrimoine établie au Royaume-Uni et en Europe, Canaccord Genuity Wealth Management (« CGWM (R.-U.) »). Cette transaction a été conclue le 18 septembre 2017. En septembre 2017, la Société a acquis la totalité de Hargreave Hale pour une contrepartie au comptant et différée de 52,1 millions £ (86,0 millions \$ CA) et une contrepartie éventuelle additionnelle pouvant atteindre 27,5 millions £ (45,4 millions \$ CA). La contrepartie éventuelle sera payable sur une période pouvant aller jusqu'à trois ans et est soumise à l'atteinte de certaines cibles de rendement liées à la conservation et à la croissance des actifs des clients et des produits ainsi qu'à un montant déterminé en fonction des activités de gestion de fonds. La contrepartie au comptant a été financée en partie par une facilité de crédit fournie à CGWM (R.-U.) par National Westminster Bank plc et HSBC Bank plc d'un montant de 40,0 millions £ (72,5 millions \$ CA au 31 mars 2018). Si elle est versée, la contrepartie éventuelle additionnelle sera financée par les flux de trésorerie liés aux activités courantes.

La Société a passé en charges des frais connexes à l'acquisition de 6,7 millions \$ et des frais de restructuration de 2,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2018. En outre, la Société a passé en charges des paiements incitatifs liés à l'atteinte de cibles financières et autres critères de rendement de 1,5 million \$ qui sont inclus dans les frais de développement. La Société s'attend à ce que des coûts supplémentaires liés à ces paiements incitatifs d'environ 13,0 millions £ (23,4 millions \$ CA) soient inscrits à titre d'éléments importants sur une période d'évaluation de quatre ans.

- Le 1^{er} août 2017, Canaccord Genuity Acquisition Corp. (« CGAC »), société d'acquisition à vocation spécifique nouvellement constituée aux fins de l'acquisition admissible d'une ou de plusieurs sociétés, a annoncé la clôture de son premier appel public à l'épargne visant des parts à droit de vote restreint de catégorie A d'un montant de 30,0 millions \$. Détenant une participation d'environ 26,2 % dans CGAC, le commanditaire de CGAC est une filiale en propriété exclusive de la Société.
- Le 11 août 2017, la Société a annoncé le dépôt d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 15 août 2017 au 14 août 2018, des actions ordinaires de la Société par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles. Grâce à cette démarche, la Société peut racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. Le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société lors du dépôt de l'OPRCNA. Aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA actuelle ou de l'OPRCNA précédente au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018.
- Le 25 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant à acquérir Jitneytrade Inc. et Finlogik Inc. directement et par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. Jitneytrade Inc. est un courtier à accès direct et un négociateur de contrats à terme et d'options sur actions au Canada. Finlogik Inc. propose au marché canadien des solutions à valeur ajoutée en technologie financière. Cette acquisition a été conclue le 6 juin 2018.
- Dans le cadre de sa réunion du 6 juin 2018, le conseil d'administration a approuvé l'attribution de 6 220 000 options sur actions liées au rendement aux membres de la haute direction de la Société et de ses filiales d'exploitation. Les options seront attribuées aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement de la Société qui sera présenté aux actionnaires aux fins d'approbation à l'assemblée générale annuelle de la Société qui aura lieu le 2 août 2018. L'attribution est assujettie à la ratification dans le cadre de cette assemblée. Les options, dont le prix d'exercice sera déterminé en fonction du marché à la date d'attribution, auront une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées à la performance (cours de l'action) sur le marché, et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à trois fois le prix d'exercice.

CANACCORD GENUITY

- Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 637,6 millions \$ à l'exercice 2018.
- Le résultat net avant impôt, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 62,5 millions \$, une hausse de 16,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.
- Canaccord Genuity a été chef de file pour 178 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit total de 6,1 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2018. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a été chef de file pour 131 transactions, qui ont recueilli 3,5 milliards \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni, de l'Europe et de Dubaï a été chef de file pour 14 transactions, qui ont totalisé 1,8 milliard \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a été chef de file pour 16 transactions, qui ont récolté 650 millions \$ CA;
 - le secteur de l'Australie a été chef de file pour 17 transactions, qui ont récolté 149,1 millions \$ CA.

1) Les chiffres compte tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

- Au cours de l'exercice 2018, y compris les 178 transactions menées à l'échelle internationale, Canaccord Genuity a participé à un total de 455 transactions dans le monde, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit brut de 34,5 milliards \$ CA. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a participé à 334 transactions, qui ont recueilli 21,6 milliards \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a participé à 67 transactions, qui ont récolté 8,8 milliards \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni, de l'Europe et de Dubaï a participé à 22 transactions, qui ont récolté 3,4 milliards \$ CA;
 - le secteur de l'Australie a participé à 32 transactions, qui ont récolté 659,6 millions \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2018, les transactions de financement de sociétés importantes pour Canaccord Genuity ont compris les suivantes :
 - Une transaction de 267,7 millions £ pour HICL Infrastructure Company à la Bourse de Londres
 - Un premier appel public à l'épargne de 200,0 millions £ pour Triple Point Social Housing REIT plc à la Bourse de Londres
 - Deux transactions totalisant 312,5 millions \$ US pour Atara Biotherapeutics au Nasdaq
 - Une transaction de 187,5 millions £ pour Aberdeen Standard European Logistics Income plc à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 260,2 millions \$ US pour Xencor, Inc. au Nasdaq
 - Quatre transactions totalisant 210,7 millions \$ US pour Helios + Matheson au Nasdaq
 - Trois transactions totalisant 243,6 millions \$ CA pour Hydropharmacy Corporation à la Bourse de croissance TSX
 - Deux transactions totalisant 250,5 millions \$ AU pour Cooper Energy Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 200,0 millions \$ CA pour Cobalt 27 Capital Corp. à la Bourse de croissance TSX
 - Un premier appel public à l'épargne de 125,0 millions \$ CA pour Cannabis Strategies Acquisition Corp. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 151,0 millions \$ AU pour Infigen Energy Limited à la Bourse d'Australie
 - Un premier appel public à l'épargne de 173 millions £ pour Baillie Gifford US Growth Trust plc à la Bourse de Londres
 - Quatre transactions totalisant 489 millions \$ CA pour Aurora Cannabis Inc. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 92,4 millions \$ CA pour Osisko Mining à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 95 millions £ pour IQE plc à l'AIM
 - Une transaction de 140,0 millions \$ CA pour DHX Media Ltd. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 132,8 millions \$ CA pour MedReleaf à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 58,8 millions £ pour accesso Technology Group plc à l'AIM
 - Un premier appel public à l'épargne de 63,6 millions \$ US pour Zymeworks à la Bourse de New York et à la Bourse de Toronto
 - Une transaction visant à mobiliser un capital de 90 millions £ pour Oxenwood Real Estate dans le cadre de l'acquisition de Ultrabox Logistics Portfolio
 - Une transaction de 80,0 millions \$ CA pour Brio Gold à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 75,6 millions \$ CA pour SolGold plc à la Bourse de Toronto et à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 57,6 millions £ pour The Renewables Infrastructure Group Limited à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 47,4 millions \$ US pour Savara Inc. au Nasdaq
 - Une transaction de 49,1 millions \$ US pour VBI Vaccines au Nasdaq
 - Une transaction de 60,0 millions \$ AU pour CANN Group Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 52,2 millions £ pour Ediston Property Investment Company PLC à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 65,3 millions \$ US en deux tranches pour Neovasc Inc. au Nasdaq et à la Bourse de Toronto
 - Un premier appel public à l'épargne de 60,0 millions \$ US pour BioXcel Therapeutics Inc.
 - Une transaction de 43,9 millions \$ CA pour Global Blockchain Technologies Corp. à la Bourse de croissance TSX
- Au Canada, Canaccord Genuity a participé à la mobilisation de 838,9 millions \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et d'obligations de sociétés au cours de l'exercice 2018.
- Au cours de l'exercice 2018, les transactions de fusions et acquisitions et de consultation importantes ont compris les suivantes :
 - Conseiller de Broken Coast Cannabis Inc. dans le cadre de sa vente à Aphria pour un montant de 273 millions \$ CA
 - Conseiller de Cape plc dans le cadre de sa vente à Altrad Investment Authority SAS pour un montant de 575 millions £
 - Conseiller de Nuuvera dans le cadre de sa vente à Aphria Inc. pour un montant de 787 millions \$ CA
 - Conseiller de Polaris Materials dans le cadre de sa vente de 309 millions \$ CA à U.S. Concrete
 - Conseiller de Sandvine Corporation dans le cadre de sa vente à Francisco Partners and Procera Networks pour un montant de 562 millions \$ CA
 - Conseiller de Aurora Cannabis dans le cadre de son acquisition de CanniMed Therapeutics Inc. pour un montant de 1,2 milliard \$ CA
 - Conseiller de DCC plc dans le cadre de la vente de DCC Environmental pour un montant de 219,0 millions £
 - Conseiller de HLD/Dentressangle dans le cadre de son acquisition de Kiloutou pour un montant de 1,5 milliard €
 - Conseiller de Ardian dans le cadre de la vente de Trescal à OMERS Private Equity pour un montant de 670 millions €
 - Conseiller de Thoma Bravo et Motus dans le cadre de l'acquisition par Thoma Bravo des plateformes de gestion de véhicules de premier plan de Motus et Runzheimer
 - Conseiller de Rockspring Property Holdings Limited dans le cadre de sa vente à PATRIZIA Immobilien AG
 - Conseiller de Outpatient Imaging Affiliates, LLC dans le cadre de sa vente à ICV Partners
 - Conseiller de Monitise plc dans le cadre de sa vente à Fiserv, Inc. pour un montant de 75 millions £
 - Conseiller de OSRAM Licht AG dans le cadre de son acquisition de Digital Lumens
 - Conseiller de Sientra Inc. dans le cadre de son acquisition de Miramar Labs

- Conseiller de Gaming Nation dans le cadre de sa vente de 44 millions \$ CA à Orange Capital
- Conseiller de SignUpGenius Inc. dans le cadre de la recapitalisation de la participation majoritaire de Providence Equity Partners
- Conseiller de Halt Medical Inc. dans le cadre de sa vente à Acesa AssetCo LLC en vertu de la section §363 du U.S. Bankruptcy Code
- Conseiller de DHX Media dans le cadre de son acquisition de Peanuts and Strawberry Shortcake pour un montant de 345 millions \$ US

GESTION DE PATRIMOINE (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 375,2 millions \$ au cours de l'exercice 2018.
- Les actifs totaux sous administration, sous gestion et sous contrat de gestion (« actifs des clients ») au Canada, au Royaume-Uni et en Europe et en Australie totalisaient 61,3 milliards \$ au 31 mars 2018², en hausse de 22,7 milliards \$, ou 58,7 %, par rapport à 38,6 milliards \$ à la fin de l'exercice 2017².

GESTION DE PATRIMOINE (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 168,9 millions \$ à l'exercice 2018 et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net de 20,2 millions \$¹.
- Les actifs sous administration s'établissaient à 15,6 milliards \$ au 31 mars 2018, en hausse de 17,7 % par rapport à 13,2 milliards \$ à la fin de l'exercice 2017².
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires) s'établissaient à 2,8 milliards \$ au 31 mars 2018, en hausse par rapport aux 2,6 milliards \$ à la fin de l'exercice 2017².
- Au 31 mars 2018, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 142 équipes de conseillers au Canada³, soit une équipe de plus qu'au 31 mars 2017.

GESTION DE PATRIMOINE (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

L'apport de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017 est pris en compte dans les résultats d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) ci-dessous.

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) a généré des produits des activités ordinaires de 201,4 millions \$ et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net de 37,4 millions \$ avant impôt à l'exercice 2018¹.
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) ont atteint 44,9 milliards \$ (24,8 milliards £) au 31 mars 2018, une hausse de 83,0 % par rapport à 24,5 milliards \$ (14,7 milliards £) au 31 mars 2017². En monnaie locale (livre sterling), les actifs sous gestion au 31 mars 2018 ont augmenté de 69,0 % par rapport à ceux au 31 mars 2017. L'acquisition de Hargreave Hale Limited au T2/18 a grandement contribué à l'augmentation des ASG au 31 mars 2018 comparativement à la même date de l'exercice précédent.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

3) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Environnement de marché au cours de l'exercice 2018

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Au cours de l'exercice 2018, en général, l'économie mondiale a connu une croissance positive et synchronisée pour la première fois depuis 2007. Aux États-Unis, les changements liés à la réforme fiscale et aux infrastructures ont alimenté une reprise longtemps attendue des bénéfices et des dépenses en immobilisation des sociétés. La faiblesse du dollar américain, la hausse du prix des produits de base, la robustesse du marché de l'emploi et l'élan positif des bénéfices et de l'économie ont collectivement poussé l'inflation et les taux d'intérêt à la hausse. Dans ce contexte, la Réserve fédérale et la Banque du Canada ont poursuivi le resserrement de leur politique monétaire. Ailleurs dans le monde, la Banque centrale européenne et la Banque du Japon ont maintenu en place leurs politiques très accommodantes alors que l'inflation faible des marchés émergents a fourni aux banques centrales de ces pays une marge de manœuvre additionnelle permettant de réduire encore plus leur taux directeur. Vers la fin de l'exercice, les marchés boursiers mondiaux ont connu leur première correction depuis 2015 en raison de la hausse rapide des taux d'intérêt et des craintes de guerres commerciales provoquées par les tarifs américains. En général, malgré la hausse des rendements des obligations et des taux directeurs en Amérique du Nord, l'augmentation des bénéfices des sociétés à l'échelle mondiale a permis aux actions mondiales d'offrir des rendements supérieurs à la moyenne aux investisseurs tout au cours de l'exercice 2018. Sur le plan du rendement global, les actions américaines (+14,0 %), canadiennes (+1,7 %), des marchés émergents (+22,3 %) et mondiales (+15,4 %) ont toutes affiché des rendements positifs.

FINANCEMENT DE SOCIÉTÉS ET CONSULTATION

Les activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs de prédilection ont nettement progressé pendant la majeure partie du quatrième trimestre de l'exercice et pendant l'exercice 2018. Comme l'indique le tableau ci-dessous, l'écart entre le rendement des actions des sociétés mondiales à grande capitalisation et celui de sociétés mondiales à petite capitalisation s'est resserré au cours de la période de douze mois. Le rendement toujours solide des actions de sociétés à petite capitalisation demeure encourageant pour les activités de mobilisation de capitaux et de consultation de notre entreprise.

Rendement à la fin du trimestre	T4/17		T1/18		T2/18		T3/18		T4/18	
	(d'un trimestre à l'autre)	(d'un exercice à l'autre)	(d'un trimestre à l'autre)	(d'un exercice à l'autre)	(d'un trimestre à l'autre)	(d'un exercice à l'autre)	(d'un trimestre à l'autre)	(d'un exercice à l'autre)	(d'un trimestre à l'autre)	(d'un exercice à l'autre)
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	12,1 %	14,9 %	1,9 %	16,5 %	8,6 %	18,4 %	8,4 %	34,5 %	1,3 %	21,5 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	11,3 %	16,1 %	5,7 %	22,7 %	6,7 %	20,5 %	7,2 %	34,6 %	0,8 %	22,0 %

Source : Thomson Reuters Datastream, estimations de Canaccord Genuity

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés de petite et moyenne capitalisation présentes dans certains secteurs en croissance de l'économie mondiale, comme il est expliqué à la page 17. Les secteurs en question peuvent être touchés par une croissance ou par un ralentissement isolément de l'ensemble du contexte économique ou du marché, et la réglementation gouvernementale peut aussi avoir une incidence profonde sur la capitalisation des sociétés de moindre envergure. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition ou de restructuration. La faiblesse de la situation économique et des marchés des capitaux mondiaux et le manque d'accès au capital peuvent gêner l'activité de fusions et acquisitions visant le marché des petites et moyennes entreprises, mais peuvent, par contre, offrir de bonnes occasions pour nos activités de restructuration.

NÉGOCIATION

Les volumes de négociation des actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation sur de nombreux marchés où nous menons des activités ont augmenté comparativement à ceux du trimestre précédent, et le rebond de nouvelles émissions d'actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation s'est traduit par des activités de négociation un peu plus fortes. La hausse de la volatilité des marchés au quatrième trimestre de l'exercice a également favorisé nos activités de placement pour compte.

Valeur moyenne au cours du trimestre/ de l'exercice

	T4/17		T1/18		T2/18		T3/18		T4/18		Exercice 2018		
	31 mars 2017	(d'un exercice à l'autre)	30 juin 2017	(d'un exercice à l'autre)	29 sept. 2017	(d'un exercice à l'autre)	29 déc. 2017	(d'un exercice à l'autre)	29 mars 2018	(d'un exercice à l'autre)	trimestre à l'autre)	29 mars 2018	(d'un exercice à l'autre)
Russell 2000	1 374,8	32,0 %	1 390,4	22,7 %	1 416,1	15,8 %	1 511,5	17,4 %	1 554,4	13,1 %	2,8 %	1 467,8	17,0 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	1 706,4	27,6 %	1 729,7	17,8 %	1 745,6	12,8 %	1 853,4	16,5 %	1 914,6	12,2 %	3,3 %	1 810,4	14,7 %
FTSE 100	7 271,7	21,3 %	7 388,2	19,1 %	7 380,7	9,1 %	7 480,4	8,0 %	7 359,4	1,2 %	-1,6 %	7 402,3	9,0 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1 003,9	14,1 %	1 067,4	18,3 %	1 071,5	15,5 %	1 107,9	18,0 %	1 105,0	10,1 %	-0,3 %	1 087,9	15,4 %
S&P/TSX	15 543,8	21,3 %	15 472,3	11,7 %	15 181,4	4,1 %	15 982,8	7,0 %	15 752,1	1,3 %	-1,4 %	15 596,5	5,9 %

Source : Thomson Reuters Datastream, estimations de Canaccord Genuity

GESTION DE PATRIMOINE MONDIALE

L'environnement de faible volatilité dont les investisseurs ont profité ces dernières années a changé au cours du quatrième trimestre de 2018. En effet, la flambée des tensions commerciales entre les États-Unis et leurs partenaires de commerce internationaux ainsi que les préoccupations géopolitiques croissantes en Corée du Nord et en Syrie ont causé un ralentissement de la plupart des marchés boursiers mondiaux. Néanmoins, les rendements affichés au cours des trois premiers trimestres de l'exercice ont été si solides que les actions (+15,4 %) et les produits de base (+13,8 %) à l'échelle mondiale ont dynamisé le rendement des portefeuilles des investisseurs au cours de l'exercice 2018.

	Variation du T4/17 (d'un trimestre à l'autre)	Variation du T1/18 (d'un trimestre à l'autre)	Variation du T2/18 (d'un trimestre à l'autre)	Variation du T3/18 (d'un trimestre à l'autre)	Variation du T4/18 (d'un trimestre à l'autre)	Variation de l'exercice 2017 (d'un exercice à l'autre)	Variation de l'exercice 2018 (d'un exercice à l'autre)
Rendement total (hors monnaies étrangères)							
S&P 500	6,1 %	3,1 %	4,5 %	6,6 %	-0,8 %	17,2 %	14,0 %
S&P/TSX	2,4 %	-1,6 %	3,7 %	4,5 %	-4,5 %	18,6 %	1,7 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	7,8 %	6,7 %	7,7 %	5,7 %	0,6 %	15,5 %	22,3 %
MSCI MONDE	7,0 %	4,5 %	5,3 %	5,8 %	-0,9 %	15,7 %	15,4 %
INDICE S&P GS COMMODITY	-5,1 %	-5,5 %	7,2 %	9,9 %	2,2 %	8,4 %	13,8 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	0,8 %	0,9 %	0,6 %	-0,2 %	-2,5 %	-3,0 %	-1,2 %
\$ CA/\$ US	0,9 %	2,7 %	4,0 %	-0,9 %	-2,4 %	-2,3 %	3,3 %
\$ CA/€	-0,4 %	-4,3 %	0,6 %	-2,4 %	-4,8 %	4,4 %	-10,5 %

Source : Thomson Reuters Datastream, estimations de Canaccord Genuity

Perspectives pour l'exercice 2019

Les données économiques récentes et les grands indicateurs économiques confirment que la croissance économique mondiale perd de la vigueur, mais par rapport à un niveau élevé. Toutefois, le ralentissement observé et projeté semble s'étendre surtout dans les marchés développés où la hausse des taux d'intérêt a commencé à avoir une incidence sur la conjoncture économique. Nous sommes d'avis que cette stagnation de la croissance n'est que temporaire. Nous nous attendons à ce que la relance financière et la faiblesse des devises aient un effet amortisseur en Amérique du Nord alors que la relance monétaire devrait maintenir la croissance dans la région d'Europe, d'Australie, d'Asie et d'Extrême-Orient. Ailleurs, les perspectives de croissance demeurent encourageantes dans les pays des marchés émergents, qui représentent environ 75 % de la croissance du PIB mondial et de la croissance attendue au cours des années civiles 2018 et 2019. Selon nous, les banques centrales pourront réduire davantage les taux à court terme grâce aux pressions désinflationnistes et aux devises fortes des marchés émergents. La dissociation positive entre la politique monétaire des marchés émergents et celle des marchés développés, les principaux indicateurs économiques et le dynamisme de l'économie expliquent pourquoi nous ne voyons aucun risque imminent d'une détérioration marquée de la croissance mondiale pour l'exercice 2019. Toutefois, l'augmentation des tarifs imposée par l'administration américaine relativement aux produits importés accentue le niveau d'incertitude à l'égard de nos perspectives économiques mondiales à long terme. Nous continuerons de surveiller les tendances du marché, et si nous relevons que les perspectives économiques se détériorent, nous nous attendons à réagir rapidement aux variations prévues des conditions du marché.

Les évaluations des marchés boursiers au Canada et aux États-Unis demeurent élevées par rapport aux niveaux historiques, notamment lorsque la dette au bilan des entreprises est prise en compte. Toutefois, nous croyons que les marchés boursiers continueront à tirer profit de la forte croissance des bénéficiaires dans un contexte de faible inflation et de faibles taux d'intérêt qui s'accroissent néanmoins. Nos activités mondiales de gestion de patrimoine devraient tirer parti de ces conditions. En outre, nous nous attendons à ce que les investisseurs délaissent les secteurs axés sur la croissance plus coûteux pour se tourner vers les secteurs axés sur la valeur moins coûteux comme les actions cycliques du secteur des ressources, ce qui devrait appuyer les activités de placement pour compte. Cette rotation pourrait toutefois marquer les derniers moments d'un marché haussier et par conséquent, accroître la volatilité du marché. Néanmoins, compte tenu des règles favorables aux entreprises qui s'appliquent à l'industrie, nous nous attendons à ce que les activités de financement et de consultation au sein des secteurs des soins de santé et des technologies demeurent rigoureuses, tandis que la hausse des prix des produits de base pourrait inciter les sociétés du secteur des ressources à mobiliser des capitaux en vue de réaliser des fusions et acquisitions ou d'atteindre des objectifs de croissance de la production.

Aperçu des exercices précédents – exercice 2017 par rapport à l'exercice 2016

Le total des produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2017 (« exercice 2017 ») s'est élevé à 879,5 millions \$, en hausse de 91,7 millions \$, ou 11,6 %, par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2016, du fait surtout d'une augmentation des produits tirés du financement de sociétés et des activités de négociation à titre de contrepartiste. Les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont accrus de 64,1 millions \$ pour s'établir à 196,1 millions \$ à l'exercice 2017, principalement dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie. Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont augmenté de 33,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2017 par rapport à ceux de l'exercice précédent, en raison de la hausse des produits des activités ordinaires générés dans toutes les régions.

Groupe Canaccord Genuity a inscrit un résultat net de 43,2 millions \$ au cours de l'exercice 2017, comparativement à une perte nette de 358,6 millions \$ à l'exercice 2016, attribuable à certains éléments importants qui comprennent les charges de dépréciation du goodwill et d'autres actifs et les frais de restructuration comptabilisés à l'exercice 2016. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2017 a été de 49,2 millions \$, par rapport à une perte nette de 6,0 millions \$ pour l'exercice 2016, ce qui s'explique surtout par la hausse des produits des activités ordinaires attribuable à l'accroissement des activités de mobilisation de capitaux ainsi qu'à l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine au cours de l'exercice 2017.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars				Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017
	2018	2017	2016		
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	461 937 \$	396 741 \$	376 817 \$	65 196 \$	16,4 %
Financement de sociétés	282 195	196 129	132 029	86 066	43,9 %
Honoraires de consultation	122 372	130 749	160 180	(8 377)	(6,4) %
Négociation à titre de contrepartiste	113 921	119 040	85 559	(5 119)	(4,3) %
Intérêts	27 875	16 847	16 830	11 028	65,5 %
Autre	14 577	20 040	16 390	(5 463)	(27,3) %
Total des produits des activités ordinaires	1 022 877	879 546	787 805	143 331	16,3 %
Charges					
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions	480 369	414 676	382 851	65 693	15,8 %
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	46 245	40 322	35 025	5 923	14,7 %
Charges salariales	99 239	85 698	92 981	13 541	15,8 %
Autres charges indirectes ⁴	298 250	284 966	302 530	13 284	4,7 %
Frais de restructuration ⁵	7 643	—	17 352	7 643	négl.
Frais connexes aux acquisitions	6 732	—	—	6 732	négl.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁶	48 355	—	—	48 355	négl.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁷	298	—	—	298	négl.
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs ⁸	—	—	321 037	—	—
Total des charges	987 131	825 662	1 151 776	161 469	19,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat	35 746	53 884	(363 971)	(18 138)	(33,7) %
Résultat net	17 077 \$	43 186 \$	(358 567) \$	(26 109) \$	(60,5) %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	13 024 \$	38 103 \$	(358 471) \$	(25 079) \$	(65,8) %
Participations ne donnant pas le contrôle	4 053 \$	5 083 \$	(96) \$	(1 030) \$	(20,3) %
Résultat par action ordinaire – de base	0,04 \$	0,29 \$	(4,09) \$	(0,25) \$	(86,2) %
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,03 \$	0,27 \$	(4,09) \$	(0,24) \$	(88,9) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (« RCP »)					
Dividendes par action ordinaire	0,15 \$	0,10 \$	0,10 \$	0,05 \$	50,0 %
Dividendes par action privilégiée de série A	0,9712 \$	1,173 \$	1,375 \$	(0,20) \$	(17,2) %
Dividendes par action privilégiée de série C	1,2482 \$	1,4375 \$	1,4375 \$	(0,19) \$	(13,2) %
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁹	5,71 \$	5,08 \$	4,99 \$	0,63 \$	12,3 %
Compte non tenu des éléments importants¹⁰					
Total des produits des activités ordinaires	1 022 877 \$	878 353 \$	787 805 \$	144 524 \$	16,5 %
Total des charges	912 270 \$	817 096 \$	793 862 \$	95 174 \$	11,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat	110 607 \$	61 257 \$	(6 057) \$	49 350 \$	80,6 %
Résultat net	81 657 \$	49 196 \$	(5 995) \$	32 461 \$	66,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	77 604 \$	43 903 \$	(6 620) \$	33 701 \$	76,8 %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	4 053 \$	5 293 \$	625 \$	(1 240) \$	(23,4) %
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,59 \$	0,32 \$	(0,21) \$	0,27 \$	84,4 %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	4 020 736 \$	5 203 516 \$	3 424 546 \$	(1 182 780) \$	(22,7) %
Total du passif	3 165 813	4 426 873	2 665 895	(1 261 060)	(28,5) %
Participations ne donnant pas le contrôle	13 571	11 858	8 722	1 713	14,4 %
Total des capitaux propres	841 352	764 785	749 929	76 567	10,0 %
Nombre d'employés	1 956	1 700	1 795	256	15,1 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le rendement des capitaux propres, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2018 (42 % pour l'exercice clos le 31 mars 2017 et 40 % pour l'exercice clos le 31 mars 2016).

3) Ces données comprennent les résultats de Hargreave Hale depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

4) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

5) Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux changements dans notre secteur Non sectoriel et autres.

- 6) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.
- 7) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.
- 8) La dépréciation du goodwill et d'autres actifs pour l'exercice clos le 31 mars 2016 est liée à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada et en Australie et aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour.
- 9) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options, des bons de souscription, et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options, bons de souscription et débetures convertibles, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCA ») qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.
- 10) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » ci-dessous.

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2018	2017	2016	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	1 022 877 \$	879 546 \$	787 805 \$	143 331 \$	16,3 %
Total des charges selon les IFRS	987 131 \$	825 662 \$	1 151 776 \$	161 469 \$	19,6 %
<i>Produits des activités ordinaires</i>					
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>					
Profits de change réalisés à la cession des activités à Singapour	—	1 193	—	(1 193)	(100,0) %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	1 022 877	878 353	787 805	144 524	16,5 %
<i>Charges</i>					
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 317	3 304	5 409	(987)	(29,9) %
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	—	—	321 037	—	—
Frais de restructuration ²	4 704	—	11 305	4 704	négl.
Frais de développement	—	—	1 157	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ³	42 399	—	—	42 399	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	8 273	5 262	6 055	3 011	57,2 %
Frais de restructuration ²	2 939	—	165	2 939	négl.
Frais connexes aux acquisitions	6 732	—	—	6 732	négl.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ³	4 058	—	—	4 058	négl.
Paiements incitatifs liés à l'acquisition ⁴	1 541	—	—	1 541	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>					
Frais de restructuration	—	—	5 882	—	—
Frais de développement	—	—	6 904	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ³	1 898	—	—	1 898	négl.
Total des éléments importants	74 861	8 566	357 914	66 295	négl.
Total des charges compte non tenu des éléments importants	912 270	817 096	793 862	95 174	11,6 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	110 607 \$	61 257 \$	(6 057) \$	49 350 \$	80,6 %
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté	28 950	12 061	(62)	16 889	140,0 %
Résultat net – ajusté	81 657 \$	49 196 \$	(5 995) \$	32 461 \$	66,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	68 011	32 825	(18 612)	35 186	107,2 %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	0,73 \$	0,36 \$	(0,21) \$	0,37 \$	102,8 %
Résultat par action ordinaire – après dilution, ajusté	0,59 \$	0,32 \$	(0,21) \$	0,27 \$	84,4 %

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

- 3) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.
- 4) Les paiements incitatifs liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement.
négl. : négligeable

CHANGE

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. À l'exercice 2018, en regard de l'exercice 2017, la livre sterling s'est légèrement dépréciée de 0,4 % par rapport au dollar canadien, tandis que le dollar américain s'est déprécié de 2,2 % par rapport au dollar canadien. Cette fluctuation des taux de change a contribué à une partie de la variation de postes de produits des activités ordinaires et de charges évaluée en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée. Avant le T3/17, l'Australie était incluse dans les Autres établissements à l'étranger. Depuis le T3/17 également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont incluses dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Notre secteur géographique Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, notamment en Chine et à Hong Kong, et comprenait celles à Singapour et à la Barbade avant leur vente ou leur fermeture. Ces reclassements témoignent de la contribution croissante de l'Australie et de l'association entre le Royaume-Uni et Dubaï. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni ».

Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale sont pris en compte dans Gestion du patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

GOODWILL

Au 31 mars 2018, la Société a comptabilisé un goodwill d'un montant de 258,0 millions \$ dans son état de la situation financière et a inclus aux immobilisations incorporelles une immobilisation incorporelle à durée indéterminée d'un montant de 44,9 millions \$. Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

À partir des estimations faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires et à la performance opérationnelle, des taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectés à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, ou le goodwill résiduel affecté à Canaccord Genuity au Canada, n'avaient pas subi de perte de valeur. Malgré cela, au 31 mars 2018, cette détermination était assujettie à des variations découlant de changements quant à l'incertitude à l'égard de la situation économique. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill résiduel affecté à Canaccord Genuity au Canada. Si des changements défavorables raisonnablement possibles étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2018 se sont établis à 1,02 milliard \$, en hausse de 16,3 %, ou 143,3 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice 2017. Pour la première fois, les produits des activités ordinaires consolidés ont dépassé 1,0 milliard \$. L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport à ceux de l'exercice précédent est surtout attribuable à une hausse de 86,1 millions \$ des produits tirés des activités de financement de sociétés et à une hausse de 65,2 millions \$ des produits tirés des commissions et des honoraires.

Du fait d'une augmentation des activités de mobilisation de capitaux dans nos secteurs de prédilection, particulièrement au cours du deuxième semestre de l'exercice 2018, les produits des activités ordinaires du secteur Canaccord Genuity ont augmenté de 39,2 millions \$, ou 6,6 %, comparativement à ceux de l'exercice 2017. Nos produits tirés du financement de sociétés ont connu une augmentation de 65,9 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent, en raison principalement d'une hausse de 60,1 millions \$ générée par nos activités au Canada. Notre entreprise canadienne a participé à de nombreuses transactions dans les secteurs de la chaîne de blocs et du cannabis, ce qui s'est traduit par une augmentation des produits tirés du financement de sociétés comptabilisés au cours de l'exercice. Nos activités en Australie ont présenté une baisse de 2,7 millions \$ par rapport à notre année record à l'exercice 2017, mais le total des produits des activités ordinaires est demeuré très solide à 57,0 millions \$ pour l'exercice 2018. Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont diminué de 18,4 millions \$, ou 12,5 %, surtout en raison d'une baisse du nombre de mandats de services consultatifs réalisés au cours de l'exercice considéré. Nos activités aux États-Unis ont généré des produits des activités ordinaires de 235,9 millions \$ au cours de l'exercice 2018, une légère baisse de 0,7 % par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Dans le cadre de notre orientation stratégique visant à accroître l'apport de nos activités mondiales de gestion de patrimoine, la Société a conclu l'acquisition de Hargreave Hale au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont connu une croissance de 66,6 millions \$, ou 49,4 %, comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2017, ce qui s'explique surtout par les produits des activités ordinaires générés par les activités de notre nouvelle acquisition, Hargreave Hale. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont accrus de 38,9 millions £, ou 49,2 %, par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2017. Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont également généré des produits des activités ordinaires de 168,9 millions \$ au cours de l'exercice 2018, en hausse de 36,6 millions \$, ou 27,7 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 65,2 millions \$, ou 16,4 %, par rapport à ceux de l'exercice 2017 pour s'établir à 461,9 millions \$ à l'exercice 2018. Comme il a déjà été mentionné, l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine a été le principal inducteur de l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires. Cette augmentation de nos activités de gestion de patrimoine a été contrebalancée par une diminution de 15,4 millions \$ des produits tirés des commissions et des honoraires dans nos activités sur les marchés des capitaux, diminution qui s'explique surtout par le recul des produits des activités ordinaires dégagés auprès de nos clients institutionnels dans le cadre de nos activités canadiennes et américaines.

Étant donné l'amélioration de la conjoncture des marchés, les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont accrus de 86,1 millions \$ pour s'établir à 282,2 millions \$ au cours de l'exercice 2018, par rapport à 196,1 millions \$ pour l'exercice de 2017, principalement dans nos activités de gestion de patrimoine et nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. Comme il a déjà été mentionné, l'augmentation au Canada est surtout attribuable à la participation accrue dans les transactions de financement, particulièrement dans les secteurs du cannabis et de la chaîne de blocs. Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe et en Australie ont également connu une hausse respectivement de 6,9 millions \$ et 0,9 million \$ des produits tirés du financement de sociétés par rapport à ceux de l'exercice précédent. Ces augmentations ont été contrebalancées par une diminution de 1,7 million \$ des produits tirés du financement de sociétés dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis par rapport à l'exercice précédent. Au Canada et en Australie, les produits tirés du financement de sociétés reflètent également les profits générés par nos positions dans les bons de souscription et les stocks au titre des activités de financement de sociétés au cours de la période considérée et la précédente.

S'établissant à 122,4 millions \$ à l'exercice 2018, les produits tirés des honoraires de consultation ont connu une baisse de 8,4 millions \$, ou 6,4 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à une réduction du nombre de mandats de services consultatifs réalisés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe et en Australie. La plus forte baisse a été enregistrée dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, soit 14,4 millions \$. Cette baisse provient surtout d'une importante transaction de consultation constatée dans nos activités à Dubaï au cours de l'exercice 2017. Ces baisses ont été compensées par une hausse respectivement de 10,7 millions \$ et 1,3 million \$ dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada, comparativement à l'exercice précédent, en raison d'une augmentation du nombre de mandats de services consultatifs réalisés dans ces deux secteurs.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont établis à 113,9 millions \$, en baisse de 5,1 millions \$, pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Les faibles hausses au Canada et aux États-Unis ont été contrebalancées par la diminution des produits générés par nos activités dans le secteur des marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe en raison de la volatilité plus faible sur les marchés comparativement à l'exercice précédent, ce qui a réduit le nombre d'occasions de profits de négociation.

Les produits d'intérêts se sont inscrits à 27,9 millions \$ pour l'exercice de 2018, en hausse de 65,5 %, ou 11,0 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice précédent, à la faveur de la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos activités au Canada découlant de l'augmentation du nombre de prêts sur marges et de l'accroissement des activités de prêt de titres. La hausse des activités de financement de sociétés au Canada pendant l'exercice a entraîné une augmentation des occasions de prêts et a augmenté les produits d'intérêts. Les produits divers se sont établis à 14,6 millions \$, soit une baisse de 5,5 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent, en partie en raison de la baisse des profits de change et du profit de change réalisé comptabilisés à la cession de nos activités à Singapour au cours de l'exercice 2017.

CHARGES

Charges en pourcentage des produits des activités ordinaires

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions	47,0 %	47,5 %	(0,5) p.p.
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	4,5 %	4,2 %	0,3 p.p.
Charges salariales	9,7 %	9,8 %	(0,1) p.p.
Autres charges indirectes ¹	29,2 %	32,4 %	(3,2) p.p.
Frais de restructuration ^{2, 3}	0,7 %	—	négl.
Frais connexes aux acquisitions ²	0,7 %	—	négl.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ^{2, 4}	4,7 %	—	négl.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁵	0,0 %	—	négl.
Total	96,5 %	93,9 %	2,6 p.p.

- Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.
 - Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.
 - Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2017 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction dans notre secteur Non sectoriel et autres.
 - Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.
 - Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.
- p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

Les charges de l'exercice 2018 ont été de 987,1 millions \$, en hausse de 19,6 %, ou 161,5 millions \$, comparativement à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 912,3 millions \$, en hausse de 95,2 millions \$, ou 11,6 %, par rapport à celui de l'exercice 2017. En raison de la hausse des produits des activités ordinaires générés au cours de l'exercice et de la nature invariable de certains coûts liés aux infrastructures et coûts indirects, le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 3,8 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2017.

Charge de rémunération

Régime d'intéressement à long terme

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une partie de leur rémunération globale sous forme d'attributions fondées sur des actions. Les employés participants reçoivent des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI ») au fur et à mesure que les droits qui y sont rattachés sont acquis, soit en général sur une période de trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le « RILT » ou le « régime »). Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, à des fins comptables, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passées en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions seront réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice. Par conséquent, une charge de 48,4 millions \$ liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018, y compris l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018, a été comptabilisée au cours de l'exercice 2018. Cette charge comptable hors trésorerie a été exclue du calcul du ratio de rémunération totale présenté ci-après et incluse à titre d'élément important¹ puisqu'elle reflète une charge unique autre que d'exploitation. Les coûts liés aux attributions octroyées dans le cadre du RILT au cours de l'exercice de 2018 ont été inclus dans la charge de rémunération au rendement. Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018 pour de plus amples renseignements sur les régimes de paiements fondés sur des actions.

La charge de rémunération au rendement s'est fixée à 526,6 millions \$ (compte non tenu de la charge d'amortissement accéléré liée à certaines attributions fondées sur des actions susmentionnée), en hausse de 71,6 millions \$, ou 15,7 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a représenté 51,5 % pour l'exercice 2018, en légère baisse

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

de 0,2 point de pourcentage comparativement à 51,7 % pour l'exercice précédent. S'établissant à 99,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2018, les charges salariales ont été de 13,5 millions \$, ou 15,8 %, plus élevées qu'à l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable aux coûts supplémentaires liés à l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, y compris l'acquisition de Hargreave Hale. Malgré la hausse des coûts fixes du personnel, la charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement compte non tenu de la charge d'amortissement accéléré liée à certaines attributions fondées sur des actions susmentionnée et charges salariales) en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a représenté 61,2 % au cours de l'exercice 2018, relativement inchangée par rapport à l'exercice précédent, soit une baisse de 0,4 point de pourcentage.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017
Frais de négociation	68 209 \$	65 211 \$	4,6 %
Locaux et matériel	39 605	42 286	(6,3) %
Communications et technologie	56 346	52 381	7,6 %
Intérêts	18 437	12 744	44,7 %
Frais d'administration	83 982	79 011	6,3 %
Amortissement ¹	24 007	21 124	13,6 %
Frais de développement	7 664	12 209	(37,2) %
Total des autres charges indirectes	298 250 \$	284 966 \$	4,7 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles pour les exercices clos les 31 mars 2018 et 2017. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 298,3 millions \$, ou 4,7 %, au cours de l'exercice 2018, ce qui, en pourcentage des produits des activités ordinaires, représente 29,2 % par rapport à 32,4 % à l'exercice 2017. La plupart des autres charges indirectes ont augmenté en raison de la croissance des activités au cours de l'exercice 2018, hausses en partie contrebalancées par les baisses des frais liés aux locaux et au matériel et des frais de développement.

Afin de soutenir l'augmentation de nos effectifs et l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine, du fait de l'acquisition de Hargreave Hale, la plupart des autres charges indirectes ont affiché une hausse par rapport à celles de l'exercice clos le 31 mars 2017. L'expansion des activités a contribué à l'augmentation des frais de négociation et des frais liés aux communications et à la technologie respectivement de 3,0 millions \$, ou 4,6 %, et 4,0 millions \$, ou 7,6 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les frais de négociation ont également affiché une hausse de 1,1 million \$ par rapport à ceux de l'exercice 2017, qui découle en partie des coûts supplémentaires engagés dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

Les frais d'administration, qui comprennent les réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont augmenté de 5,0 millions \$, ou 6,3 %, en grande partie par suite des coûts supplémentaires engagés pour soutenir l'accroissement des activités de gestion du patrimoine au Royaume-Uni et en Europe lié à la réalisation de l'acquisition de Hargreave Hale. En outre, nos activités sur les marchés des capitaux propres au Canada ont également connu une hausse de 8,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des coûts supplémentaires tels que les honoraires professionnels et les frais de promotion et de déplacement qui ont été nécessaires pour soutenir la croissance des activités et des effectifs dans cette région au cours de l'exercice 2018. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni ont présenté une baisse des frais généraux et des frais d'administration, ce qui est conforme à la réduction de l'effectif et à l'accent maintenu sur la compression des coûts.

La charge d'intérêts a augmenté de 5,7 millions \$, ou 44,7 %, par rapport à celle de l'exercice 2017, car l'exercice 2018 reflète un exercice entier de la charge d'intérêts liée aux débetures convertibles émises au T3/17 et l'intérêt lié à l'emprunt bancaire obtenu au T2/18 au titre de l'acquisition de Hargreave Hale.

La dotation aux amortissements s'est inscrite à 24,0 millions \$, en hausse de 2,9 millions \$, ou 13,6 %, par rapport à celle de l'exercice 2017, principalement sous l'effet de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Hargreave Hale comptabilisé dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Les frais liés aux locaux et au matériel, qui ont diminué de 2,7 millions \$, ou 6,3 %, au cours de l'exercice 2018, en raison des coûts liés à la rationalisation des locaux de bureaux à Toronto enregistrés dans le secteur Non sectoriel et autres au cours du T3/17, ont contrebalancé l'augmentation des charges détaillée ci-dessus. De plus, les frais de développement ont diminué de 4,5 millions \$, ou 37,2 %, par rapport à ceux de l'exercice 2017, en partie en raison des frais de recrutement moins élevés dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni, ainsi que d'une charge de dépréciation liée à un placement détenu dans le secteur Non sectoriel et autres de 2,4 millions \$ comptabilisée au cours de l'exercice 2017. La diminution des frais de développement a été contrebalancée par des paiements incitatifs de 1,5 million \$ liés à l'acquisition de Hargreave Hale et déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement.

Au cours de l'exercice 2018, les frais de restructuration se sont chiffrés à 7,6 millions \$, ceux-ci ayant trait à des réductions du personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis et à des coûts liés à la fermeture de certaines activités de négociation à Dublin, de même qu'à des coûts de rationalisation des locaux de bureaux liés à l'acquisition de Hargreave Hale. Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés à l'exercice précédent.

La Société a également comptabilisé des frais connexes aux acquisitions de 6,7 millions \$ relativement à l'acquisition de Hargreave Hale pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Les frais connexes aux acquisitions comprennent des honoraires de consultation et des honoraires professionnels engagés au cours de l'exercice.

RÉSULTAT NET

Le résultat net de l'exercice 2018 s'est établi à 17,1 millions \$, comparativement au résultat net de 43,2 millions \$ à l'exercice 2017. Cette diminution de 26,1 millions \$, ou 60,5 %, s'explique en grande partie par la charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du RILT liée à la modification apportée au régime, tel qu'il a déjà été mentionné, contrebalancée par la hausse importante des produits des activités ordinaires dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux et de nos activités de gestion de patrimoine. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 3,4 millions \$ pour l'exercice 2018, comparativement à 27,0 millions \$ pour celui de l'exercice 2017. Le résultat par action ordinaire a été de 0,03 \$ à l'exercice 2018, comparativement à un résultat par action ordinaire de 0,27 \$ à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2018 s'est chiffré à 81,7 millions \$, soit un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 68,0 millions \$, par rapport à un résultat net de 49,2 millions \$, soit un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 32,8 millions \$ à l'exercice 2017. Le résultat par action après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 0,59 \$ pour l'exercice 2018, par rapport à 0,32 \$ à l'exercice précédent.

La charge d'impôt sur le résultat a été de 18,7 millions \$ pour l'exercice 2018, reflétant un taux d'impôt effectif de 52,2 %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 19,9 % à l'exercice précédent. La non-comptabilisation d'actifs d'impôt différé de certains de nos établissements à l'étranger s'est traduite par un taux d'impôt effectif plus élevé pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Informations financières trimestrielles^{1, 2}

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2018. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2018				Exercice 2017			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	135 148 \$	125 709 \$	96 125 \$	104 955 \$	105 890 \$	102 637 \$	95 342 \$	92 872 \$
Financement de sociétés	95 514	112 639	33 356	40 696	71 595	46 508	40 901	37 125
Honoraires de consultation	40 930	31 947	30 589	18 896	52 474	17 127	21 554	39 594
Négociation à titre de contrepartiste	36 047	29 138	22 849	25 887	31 066	33 569	26 859	27 546
Intérêts	10 045	6 861	5 793	5 176	5 217	4 017	4 005	3 608
Autre	4 396	3 148	2 835	4 198	5 414	4 250	4 941	5 435
Total des produits des activités ordinaires	322 080	309 442	191 547	199 808	271 656	208 108	193 602	206 180
Total des charges	324 379	262 559	198 613	201 580	234 251	202 397	192 845	196 169
Résultat net avant impôt sur le résultat	(2 299)	46 883	(7 066)	(1 772)	37 405	5 711	757	10 011
Résultat net	(9 703) \$	36 598 \$	(7 258) \$	(2 560) \$	30 987 \$	4 544 \$	200 \$	7 455 \$
Résultat par action – de base ⁴	(0,15) \$	0,35 \$	(0,11) \$	(0,05) \$	0,29 \$	0,01 \$	(0,05) \$	0,04 \$
Résultat par action – après ⁴ dilution	(0,15) \$	0,29 \$	(0,11) \$	(0,05) \$	0,26 \$	0,01 \$	(0,05) \$	0,04 \$
Compte non tenu des éléments importants³								
Résultat net	37 312 \$	39 182 \$	3 548 \$	1 615 \$	32 740 \$	6 309 \$	2 008 \$	8 139 \$
Résultat par action – de base	0,36 \$	0,38 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,31 \$	0,03 \$	(0,03) \$	0,05 \$
Résultat par action – après dilution	0,28 \$	0,31 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,27 \$	0,03 \$	(0,03) \$	0,05 \$

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation de nos activités en Australie ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2018 (42 % à l'exercice 2017).

3) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.

4) En raison de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou du calcul de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action depuis le début de l'exercice.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2018				Exercice 2017			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	322 080 \$	309 442 \$	191 547 \$	199 808 \$	271 656 \$	208 108 \$	193 602 \$	206 180 \$
Total des charges selon les IFRS	324 379	262 559	198 613	201 580	234 251	202 397	192 845	196 169
<i>Produits des activités ordinaires</i>								
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>								
<i>Canaccord Genuity</i>								
Profits de change réalisés à la cession des activités à Singapour	—	—	—	—	—	—	—	1 193
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	322 080	309 442	191 547	199 808	271 656	208 108	193 602	204 987
<i>Charges</i>								
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>								
<i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i>								
Frais de restructuration ³	—	—	4 256	448	—	—	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁴	42 399	—	—	—	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
<i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i>								
Frais de restructuration	939	—	2 000	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	184	—	4 364	2 184	—	—	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁴	4 058	—	—	—	—	—	—	—
Paiement incitatif lié à l'acquisition ⁵	1 541	—	—	—	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
<i>Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme⁴</i>								
	1 898	—	—	—	—	—	—	—
Total des éléments importants	54 465	3 399	12 461	4 536	2 090	2 103	2 150	2 223
Total des charges compte non tenu des éléments importants	269 914	259 160	186 152	197 044	232 161	200 294	190 695	193 946
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	52 166	50 282	5 395	2 764	39 495	7 814	2 907	11 041
Charge d'impôt sur le résultat – ajusté	14 854	11 100	1 847	1 149	6 755	1 505	899	2 902
Résultat net – ajusté	37 312 \$	39 182 \$	3 548 \$	1 615 \$	32 740 \$	6 309 \$	2 008 \$	8 139 \$
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	33 003 \$	34 665 \$	970 \$	(627) \$	28 099 \$	2 907 \$	(2 481) \$	4 300 \$
Résultat par action – de base – ajusté ⁶	0,36 \$	0,38 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,31 \$	0,03 \$	(0,03) \$	0,05 \$
Résultat par action – après ⁶ dilution – ajusté	0,28 \$	0,31 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,27 \$	0,03 \$	(0,03) \$	0,05 \$

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation de nos activités en Australie ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2018 (42 % à l'exercice 2017).

3) Les frais de restructuration comptabilisés pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis. En outre, des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale ont été comptabilisés aux deuxième et quatrième trimestres de l'exercice 2018.

4) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribués dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée pendant le T4/18 en ce qui a trait aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.

5) Les paiements incitatifs liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement.

6) En raison de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou du calcul de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action depuis le début de l'exercice.

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux et les activités dans nos secteurs cibles et les sociétés à croissance rapide. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

En raison de la hausse des activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs de prédilection au cours des derniers trimestres et de la hausse de l'apport de nos activités mondiales de gestion de patrimoine, les produits des activités ordinaires et le résultat net, compte non tenu des éléments importants¹, générés à l'exercice 2018 ont beaucoup progressé par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires au T4/18 se sont établis à 322,1 millions \$, une hausse de 18,6 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 4,1 % par rapport à ceux du T3/18. Les produits des activités ordinaires de l'exercice 2018 se sont établis à 1,02 milliard \$. Pour la première fois, les produits des activités ordinaires consolidés ont dépassé 1,0 milliard \$. Plus de 61,7 % du total des produits des activités ordinaires de l'exercice 2018 a été généré au cours des deux derniers trimestres de l'exercice 2018, trimestres au cours desquels nous avons enregistré nos résultats les plus solides par le passé.

La division Canaccord Genuity, qui a bénéficié de l'intensification des activités sur les marchés au cours des derniers trimestres, a généré une augmentation des produits des activités ordinaires de 3,7 % au T4/18 par rapport au T4/17 et de 2,3 % par rapport au T3/18. Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont augmenté de façon importante au cours des deux derniers trimestres de 2018 par rapport au premier semestre de 2018 et à l'exercice précédent. Cette augmentation a été surtout attribuable à une augmentation des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation, reflétant notre participation active à de nombreuses transactions réalisées dans les secteurs du cannabis et de la chaîne de blocs. L'augmentation des produits tirés du financement de sociétés au T3/18 et T4/18 reflète également les profits générés par nos positions dans les bons de souscription et les stocks résultant de transactions entreprises au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent. En raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires, de l'engagement à l'égard de nos efforts de compression des coûts et de la nature fixe de certaines dépenses, les charges indirectes en pourcentage des produits des activités ordinaires, compte non tenu des éléments importants¹, ont baissé au cours des derniers trimestres, entraînant une hausse de la marge avant impôt, celle du T4/18 ayant atteint 17,9 % compte non tenu des éléments importants¹.

Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis se sont établis à 68,2 millions \$ au T4/18, une hausse de 5,3 % par rapport à ceux du T4/17, et représentent les produits des activités ordinaires les plus élevés des huit derniers trimestres pour ce secteur d'exploitation. Le bon rendement de notre groupe Actions internationales s'est maintenu, les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste augmentant de 4,4 millions \$ au T4/18 dans cette région, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste découlait de l'augmentation du volume de négociation de petites sociétés émergentes de secteurs nouveaux et en développement. La rentabilité de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis a pris du mieux grâce aux efforts que nous avons déployés au cours de la première moitié de l'exercice 2018 pour remanier et renforcer nos capacités de base dans cette région. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt de cette région s'est établi à 6,8 millions \$ au T4/18, plus du double du résultat net avant impôt de 2,8 millions \$ généré au T4/17.

Les produits des activités ordinaires de nos activités en Australie ont augmenté au second semestre de l'exercice 2018, ces activités ayant repris de la vigueur par suite de l'affaiblissement de la conjoncture dans cette région au premier semestre de l'exercice considéré, pour atteindre 22,1 millions \$ au T3/18 qui s'est avéré un trimestre record et 20,1 millions \$ au T4/18. La hausse des produits des activités ordinaires de cette région s'explique notamment par les bénéfices et les profits comptabilisés dans certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période considérée et de la précédente.

Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont subi une incidence positive de la stabilisation de la conjoncture, de l'amélioration des activités de transaction et de la croissance des actifs gérés. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 27,8 % au cours du T4/18 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et ont augmenté de 6,3 % comparativement à ceux du T3/18. Outre une hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, les produits des activités ordinaires attribuables aux activités de financement de sociétés de ce secteur ont également connu une hausse importante au second semestre de 2018 par rapport à la première partie de l'exercice 2018 et à l'exercice 2017, reflétant l'augmentation de la participation des particuliers dans ces nouvelles activités d'émission d'actions dans le cadre de nos activités au Canada, en raison de la hausse de l'activité associée à des secteurs nouveaux et en développement comme le cannabis. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt s'est établi à 8,5 millions \$ au T4/18, soit le plus élevé pour les huit derniers trimestres, ce qui reflète la croissance des produits des activités ordinaires, comme il a déjà été mentionné. Les actifs sous gestion ont progressé au T4/18, augmentant de 6,8 % par rapport à ceux du T4/17, pour s'établir à 2,8 milliards \$ en raison des actifs additionnels apportés par le recrutement de nouveaux conseillers en placement et de l'amélioration globale des valeurs de marché. Les produits tirés des honoraires ont continué de s'accroître, mais les produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits au T4/18 ont reculé de 4,2 points de pourcentage par rapport à ceux du T4/17 en raison surtout de l'accroissement des produits tirés des transactions pendant l'exercice, qui découle d'une augmentation des produits tirés du financement de sociétés attribuable aux activités liées aux particuliers.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Au cours de l'exercice 2018, les activités de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont élargies, par suite de la réalisation de l'acquisition de Hargreave Hale à la fin du T2/18. Les produits des activités ordinaires générés dans cette région ont augmenté, passant de 37,5 millions \$ au T2/18 à 64,9 millions \$ au T4/18, ce qui fait état de l'apport immédiat de Hargreave Hale à nos résultats d'exploitation. Malgré l'augmentation des charges d'exploitation de cette région du fait de l'expansion de ce secteur et de l'augmentation de nos effectifs, notre marge bénéficiaire est demeurée solide à 15,1 % au T4/18 compte non tenu des éléments importants¹. À la fin du T4/18, les produits tirés des honoraires s'établissaient à 67,3 %, une baisse de 3,2 points de pourcentage par rapport à ceux du T4/17 du fait d'une hausse des activités de transaction pendant l'exercice. Les actifs sous gestion pour ce groupe ont augmenté de 20,4 milliards \$, pour atteindre 44,9 milliards \$ à la fin du T4/18, comparativement à 24,5 milliards \$ à la fin du T4/17. Bien qu'une partie importante de cette augmentation soit liée à l'acquisition de Hargreave Hale, de nouveaux actifs nets et la progression du marché ont également contribué à la croissance générale des ASG.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien.

Rendement du quatrième trimestre de 2018

Les produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre se sont inscrits à 322,1 millions \$, soit 50,4 millions \$, ou 18,6 %, de plus que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités mondiales de gestion de patrimoine ont généré une hausse des produits des activités ordinaires de 43,0 millions \$, ou 58,7 %, par rapport à ceux du T4/17, surtout en raison de l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18. Outre la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, les honoraires liés au financement des sociétés générés par nos activités de gestion de patrimoine ont également augmenté de 6,9 millions \$, ou 70,4 %, attribuable à l'augmentation de la participation des particuliers dans les nouvelles émissions dans nos activités au Canada.

Notre secteur Canaccord Genuity a également affiché une hausse de 7,2 millions \$, ou 3,7 %, par rapport au T4/17, la plus forte hausse provenant de notre secteur canadien des marchés des capitaux en raison d'une augmentation des produits de financement de sociétés et des honoraires de consultation, qui s'explique par la conclusion de transactions d'importance telles que Nuuvera Inc. et Aurora Cannabis. Nos activités aux États-Unis ont également généré une hausse de 3,4 millions \$, ou 5,3 %, par rapport au T4/17, surtout du fait de la hausse des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste découlant de la volatilité accrue des marchés. Ces hausses des produits des activités ordinaires ont été contrebalancées par une baisse de 27,4 millions \$, ou 44,0 %, de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, dont une tranche de 12,8 millions \$ était attribuable à une transaction de consultation d'envergure qui avait été réalisée au T4/17 dans le cadre de nos activités à Dubaï, ce qui a entraîné une augmentation substantielle des honoraires de consultation au cours de ce trimestre. Les produits des activités ordinaires de nos activités en Australie se sont inscrits à 20,1 millions \$ pour le quatrième trimestre, soit une légère baisse de 0,2 million \$, ou 1,2 %, de moins que ceux du T4/17. Pour ce qui est de nos Autres établissements à l'étranger, qui comprennent dorénavant nos activités en Asie uniquement, aucun changement important n'a été enregistré par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Sur une base consolidée, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 29,3 millions \$, ou 27,6 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 135,1 millions \$, ce qui est surtout attribuable à la croissance de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, comme il a été mentionné précédemment. Les produits de financement de sociétés ont augmenté de 23,9 millions \$, ou 33,4 %, pour s'établir à 95,5 millions \$ au T4/18, ce qui est surtout attribuable à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada en raison d'une hausse des activités de financement dans cette région. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont augmenté de 5,0 millions \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement grâce à la hausse des produits des activités ordinaires générés dans nos activités de négociation de groupe Actions internationales aux États-Unis. Les produits d'intérêts se sont inscrits à 10,0 millions \$ pour le T4/18, en hausse de 4,8 millions \$ par rapport à ceux du T4/17, à la faveur principalement de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada découlant de l'augmentation du nombre de prêts sur marges et de l'accroissement des activités de prêt de titres. Les honoraires de consultation ont diminué de 11,5 millions \$, ou 22,0 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 40,9 millions \$, ce qui est surtout attribuable à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe en raison d'une transaction de consultation d'envergure ayant été conclue au T4/17, comme il a été mentionné précédemment.

Les charges se sont inscrites à 324,4 millions \$, en hausse de 90,1 millions \$, ou 38,5 %, en regard de celles du T4/17. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 269,9 millions \$, en hausse de 37,8 millions \$, ou 16,3 %, en regard de celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018, donnant lieu à une charge de 48,4 millions \$ comptabilisée au cours du T4/18. La charge totale comptabilisée pendant le T4/18 en ce qui a trait aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.

La charge de rémunération au rendement, compte non tenu de l'amortissement accéléré de certaines attributions fondées sur des actions susmentionné, a augmenté de 24,0 millions \$ par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Les charges salariales ont augmenté de

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

6,5 millions \$ par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, du fait surtout d'une hausse de l'effectif découlant de notre acquisition de Hargreave Hale. La charge de rémunération totale (la charge de rémunération au rendement compte non tenu de l'amortissement accéléré de certaines attributions fondées sur des actions susmentionné et les charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement augmenté de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 58,7 % au T4/18 par rapport à celle du T4/17, en raison de la hausse des coûts fixes du personnel, contrebalancée par l'augmentation des produits des activités ordinaires.

Les autres charges indirectes se sont établies à 87,0 millions \$, par rapport à 75,8 millions \$ au T4/17, une hausse de 14,8 % par rapport à celles du T4/17, surtout attribuable aux frais de restructuration et aux frais connexes aux acquisitions comptabilisés au cours du T4/18. Compte non tenu des éléments importants¹, les charges indirectes en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué de 2,0 points de pourcentage, ce qui reflète la hausse des produits des activités ordinaires et la nature fixe de certaines charges. En raison de la croissance de nos activités et de la hausse de l'effectif, surtout en ce qui a trait à nos activités mondiales de gestion de patrimoine, la plupart de nos charges indirectes ont augmenté par rapport à celles du T4/17. Les hausses les plus importantes dans les charges indirectes par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent concernent les frais d'administration qui ont augmenté de 4,9 millions \$, ou 25,2 %, les frais de négociation qui ont augmenté de 1,9 million \$, ou 10,0 %, les charges d'intérêts qui ont augmenté de 2,2 millions \$, ou 56,8 %, les frais liés aux communications et à la technologie qui ont augmenté de 1,7 million \$, ou 12,7 %, ainsi que l'amortissement qui a augmenté de 1,8 million \$, ou 36,1 %.

Les frais d'administration ont augmenté de 4,9 millions \$, surtout en raison des coûts supplémentaires engagés pour soutenir l'expansion des activités de gestion du patrimoine au Royaume-Uni et en Europe liée à la réalisation de l'acquisition de Hargreave Hale. En outre, nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont également contribué à la hausse en raison d'une augmentation des frais de promotion et de déplacement ainsi que des honoraires professionnels, visant à soutenir la croissance des activités commerciales dans cette région. Les frais de négociation se sont accrues dans tous nos marchés des capitaux en raison de l'accroissement de nos activités de négociation. Les frais liés aux communications et à la technologie ont connu une hausse de 1,7 million \$, attribuable à l'augmentation de l'effectif dans nos activités de gestion de patrimoine. La hausse de 2,2 millions \$ des charges d'intérêts est liée en partie à l'emprunt bancaire obtenu en lien avec l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18. En outre, relativement à l'acquisition de Hargreave Hale, l'amortissement des immobilisations incorporelles a entraîné la hausse de la dotation aux amortissements comptabilisée au T4/18 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Ces hausses ont été contrebalancées par une baisse de 2,2 millions \$ des frais de développement découlant d'une diminution des primes de recrutement dans nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni, ainsi qu'une charge de dépréciation en lien avec un placement comptabilisé dans notre secteur Non sectoriel et autres au T4/17.

Des frais de restructuration de 0,9 million \$ et des frais connexes aux acquisitions de 0,2 million \$ ont été comptabilisés au T4/18 en lien avec l'acquisition de Hargreave Hale. Les frais de restructuration étaient liés à la rationalisation de locaux de bureau dans le cadre de nos efforts visant à intégrer les activités de Hargreave Hale à nos activités de gestion du patrimoine existantes au Royaume-Uni. Aucuns frais de restructuration ou connexes aux acquisitions n'ont été comptabilisés au cours du T4/17.

La perte nette pour le quatrième trimestre de l'exercice 2018 s'est élevée à 9,7 millions \$, comparativement à un résultat net de 31,0 millions \$ au T4/17, surtout en raison de la charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du RILT, comme il a été mentionné précédemment. La perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établie à 14,0 millions \$ au T4/18, comparativement à un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 26,3 millions \$ au T4/17. La perte par action ordinaire pour le trimestre considéré s'est établie à 0,15 \$, par rapport à un RPA après dilution de 0,26 \$ au T4/17. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net du T4/18 s'est établi à 37,3 millions \$ par rapport à 32,7 millions \$ au T4/17, une hausse de 4,6 millions \$, ou 14,0 %, surtout attribuable à une hausse des produits. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ s'est élevé à 33,0 millions \$ par rapport à 28,1 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA après dilution compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 0,28 \$ au T4/18 par rapport à 0,27 \$ au T4/17.

La charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 7,4 millions \$ au T4/18 par rapport à une charge d'impôt sur le résultat de 6,4 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2017. Le taux d'impôt effectif s'est établi à 322,1 % au T4/18, ce qui est surtout attribuable à la non-comptabilisation d'actifs d'impôt différé de certains de nos établissements à l'étranger au T4/18 par rapport au T4/17. Compte non tenu des éléments importants¹, le taux d'impôt effectif pour le T4/18 s'est établi à 28,5 %, comparativement à 17,1 % pour le T4/17.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Résultats par secteur d'activité^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars							
	2018				2017			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	216 106 \$	165 891 \$	15 056 \$	397 053 \$	155 411 \$	129 361 \$	14 044 \$	298 816 \$
Royaume-Uni et Europe	128 458	201 383	—	329 841	146 812	134 819	—	281 631
États-Unis	235 942	2 991	—	238 933	234 211	2 931	—	237 142
Australie	57 022	—	—	57 022	59 693	—	—	59 693
Autres établissements à l'étranger	28	—	—	28	2 264	—	—	2 264
Total des produits des activités ordinaires	637 556	370 265	15 056	1 022 877	598 391	267 111	14 044	879 546
Charges	607 906	320 737	58 488	987 131	535 913	226 048	63 701	825 662
Imputations intersectorielles	16 524	15 529	(32 053)	—	18 210	16 796	(35 006)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	13 126 \$	33 999 \$	(11 379) \$	35 746 \$	44 268 \$	24 267 \$	(14 651) \$	53 884 \$
Compte non tenu des éléments importants³								
Produits des activités ordinaires	637 556	370 265	15 056	1 022 877	597 198	267 111	14 044	878 353
Charges	558 486	297 194	56 590	912 270	532 609	220 786	63 701	817 096
Imputations intersectorielles	16 524	15 529	(32 053)	—	18 210	16 796	(35 006)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	62 546 \$	57 542 \$	(9 481) \$	110 607 \$	46 379 \$	29 529 \$	(14 651) \$	61 257 \$
Nombre d'employés	730	938	288	1 956	749	672	279	1 700

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 23 des états financiers consolidés audités à la page 107.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity à l'exercice 2018 (42 % à l'exercice 2017).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs opérationnels, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

CANACCORD GENUITY

Aperçu

Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans la région de l'Asie-Pacifique. Canaccord Genuity compte des établissements dans 21 villes réparties dans 9 pays à l'échelle mondiale.

Nos résultats d'exploitation témoignent de la force de notre entreprise mondiale et du succès de nos initiatives visant à diversifier nos sources de produits des activités ordinaires et à améliorer l'alignement dans l'ensemble de nos activités et de nos régions. Pour l'exercice 2018, 66,1 % du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity ont été tirés d'activités à l'extérieur du Canada.

Les initiatives d'harmonisation mondiales mises en œuvre par Canaccord Genuity permettent à la Société de se tailler une place solide à titre de banque d'investissement indépendante mondiale chef de file tournée vers le marché intermédiaire.

Au cours de l'exercice 2018, Canaccord Genuity a participé à un total de 455 transactions dans le monde, mobilisant ainsi un produit brut de 34,5 milliards \$¹. De ce nombre, Canaccord Genuity a été chef de file pour 178 transactions à l'échelle mondiale, mobilisant un produit total de 6,1 milliards \$. La diversification sectorielle demeure un élément essentiel de la stratégie de la Société. Les produits tirés des ressources ont représenté 18,0 % du total des produits tirés du financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2018, contre 30,5 % à l'exercice 2017. Les transactions liées aux ressources ont représenté 25,8 % du nombre total de transactions de financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2018, une baisse par rapport à 29,3 % à l'exercice 2017.

Perspectives

Canaccord Genuity demeure très bien positionnée dans bon nombre des principaux marchés de la Société. Pour l'exercice à venir, la direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et l'accroissement de la rentabilité en intégrant davantage sa plateforme mondiale des marchés des capitaux et en encourageant une plus grande coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde.

Selon nous, la plateforme mondiale intégrée de Canaccord Genuity procure un avantage concurrentiel à notre entreprise par rapport à quantité de sociétés axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Les plus petits courtiers régionaux ou locaux sont de plus en plus poussés à se diversifier, et les concurrents internationaux de plus grande envergure affectent des ressources limitées au

1) Transactions de plus de 1,5 million \$ CA.

service des sociétés de croissance. Nous croyons que ce paysage concurrentiel procure à Canaccord Genuity d'importantes possibilités dans le marché intermédiaire mondial, qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales. Grâce à sa stratégie à l'égard du marché intermédiaire et à l'accent mis sur des secteurs de croissance clés, Canaccord Genuity se distingue de ses concurrents.

On prévoit que le virage persistant vers les systèmes de négociation électroniques et les activités de négociation sur des plateformes parallèles enlèvera aux principales Bourses une part du marché des activités de négociation. Pour faire face à cette situation, Canaccord Genuity offre déjà des services de négociation sur de nombreux systèmes de négociation parallèles (Chi-X, CX2, Alpha, Aequitas, Pure, CSE (Bourse canadienne), Omega, Lynx et Triact). La Société est aussi bien présente aux États-Unis grâce aux services de négociation de certificats américains d'actions étrangères (« CAAÉ ») et d'actions de sociétés étrangères de notre groupe Actions internationales. La Société continue de surveiller activement l'évolution et les tendances des marchés des capitaux et du contexte réglementaire.

Canaccord Genuity demeure déterminée à exercer ses activités aussi efficacement que possible pour soutenir sa plateforme mondiale pendant les périodes de ralentissement de l'activité sur les marchés des capitaux. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

Bien que nous ayons confiance en l'avenir, la Société a pris la décision prudente d'équilibrer les investissements dans les initiatives de croissance et sa capacité à générer des profits dans la conjoncture. En raison de la nature dynamique de notre environnement d'exploitation, nous devons continuer d'afficher une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée dans l'ajout de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

L'équipe de direction croit que les investissements réalisés par la Société pour améliorer la présence de Canaccord Genuity dans le monde et affiner son offre de services l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2018						2017					
	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger	Total	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger	Total
Produits des activités ordinaires	216 106	128 458	235 942	57 022	28	637 556	155 411	146 812	234 211	59 693	2 264	598 391
Charges												
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions	96 653	72 081	115 049	29 452	3	313 238	66 802	85 746	113 086	30 583	1 092	297 309
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	16 002	7 942	12 974	1 302	—	38 220	13 227	4 792	13 882	1 102	0	33 003
Charges salariales	5 381	5 672	11 890	1 881	688	25 512	5 381	5 520	12 551	1 649	997	26 098
Autres charges indirectes ³	45 875	40 621	87 565	9 195	577	183 833	35 721	43 165	89 811	9 232	1 574	179 503
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁶	11 657	12 870	17 872	—	—	42 399	—	—	—	—	—	—
Frais de restructuration	2 366	448	1 890	—	—	4 704	—	—	—	—	—	—
Total des charges	177 934	139 634	247 240	41 830	1 268	607 906	121 131	139 223	229 330	42 566	3 663	535 913
Imputations intersectorielles ³	10 159	2 969	3 113	283	—	16 524	12 271	2 946	2 993	—	—	18 210
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	28 013	(14 145)	(14 411)	14 909	(1 240)	13 126	22 009	4 643	1 888	17 127	(1 399)	44 268
Compte non tenu des éléments importants⁴												
Total des produits des activités ordinaires	216 106	128 458	235 942	57 022	28	637 556	155 411	146 812	234 211	59 693	1 071	597 198
Total des charges	161 599	126 316	227 473	41 830	1 268	558 486	118 818	139 223	229 328	41 577	3 663	532 609
Imputations intersectorielles ³	10 159	2 969	3 113	283	—	16 524	12 271	2 946	2 993	—	—	18 210
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	44 348	(827)	5 356	14 909	(1 240)	62 546	24 322	4 643	1 890	18 116	(2 592)	46 379
Nombre d'employés	189	214	256	68	3	730	178	225	275	69	2	749

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity à l'exercice 2018 (42 % à l'exercice 2017).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 46.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

5) Comprend les activités à Dubaï.

- 6) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée pendant l'exercice clos le 31 mars 2018 en ce qui a trait aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 42,4 millions \$ pour le secteur Canaccord Genuity.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :			
Canada	33,9 %	26,0 %	7,9 p.p.
Royaume-Uni et Europe ¹	20,2 %	24,5 %	(4,3) p.p.
États-Unis	37,0 %	39,1 %	(2,1) p.p.
Australie	8,9 %	10,0 %	(1,1) p.p.
Autres établissements à l'étranger	0,0 %	0,4 %	(0,4) p.p.
	100,0 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage

1) Comprend les activités à Dubaï.

Canaccord Genuity a dégagé des produits des activités ordinaires de 637,6 millions \$, soit 39,2 millions \$, ou 6,6 %, de plus que ceux de l'exercice 2017, du fait de l'amélioration des activités sur les marchés. Les produits des activités ordinaires ont augmenté davantage au Canada, où ils ont progressé de 60,7 millions \$, ou 39,1 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada est surtout attribuable à une hausse des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation, qui découle en partie de notre participation active dans de nombreuses transactions réalisées dans les secteurs du cannabis et de la chaîne de blocs. Les produits des activités ordinaires de nos activités au Royaume-Uni ont diminué de 18,4 millions \$ pour s'établir à 128,5 millions \$ à l'exercice 2018 en grande partie en raison d'une baisse de 12,8 millions \$ de nos activités à Dubaï attribuable à la conclusion d'une transaction de consultation d'envergure au cours de l'exercice 2017. Nos activités en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 57,0 millions \$, soit une diminution de 2,7 millions \$, ou 4,5 %, par rapport à ceux de l'exercice 2017. Nos activités en Australie ont été touchées par le ralentissement des activités sur les marchés au cours du premier semestre de l'exercice 2018. Toutefois, un retour en force du niveau d'activité des actions de sociétés à petite capitalisation dans nos secteurs cibles a largement amélioré notre rendement dans cette région au cours du deuxième semestre de l'exercice. Les produits des activités ordinaires de nos activités aux États-Unis sont demeurés semblables à ceux de l'exercice précédent, avec une légère hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport à l'exercice 2017. Les produits des activités ordinaires tirés de nos Autres établissements à l'étranger, qui comprennent dorénavant nos activités en Asie uniquement, ont diminué de 98,8 %, ou 2,2 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2017, en raison du profit de change réalisé à la cession de nos activités à Singapour comptabilisé au cours de l'exercice précédent. Dans nos activités au Canada et en Australie, les produits tirés du financement de sociétés reflètent également les bénéfices et les profits comptabilisés dans certaines positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période considérée et des périodes précédentes.

Activités de financement de sociétés

Au cours de l'exercice 2018, la Société a davantage diversifié ses secteurs cibles, 74,2 % des transactions s'étant produites dans les secteurs autres que ceux des mines et métaux et de l'énergie, qui contribuent traditionnellement pour une plus grande partie des produits des activités ordinaires de la Société.

Les transactions réalisées par Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés sont présentés en détail ci-après.

CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE

Transactions et produits de financement de sociétés par secteur

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2018	
	En % des transactions de financement des sociétés	En % des produits de financements des sociétés
Soins de santé et sciences de la vie	9,5 %	44,9 %
Technologie	12,0 %	16,9 %
Métaux et mines	19,1 %	15,3 %
Immobilier et hôtellerie	12,2 %	7,2 %
Infrastructure	0,9 %	2,8 %
Énergie	6,7 %	2,7 %
Produits financiers, produits diversifiés et fiducies de placements	27,0 %	4,1 %
Autre	5,7 %	2,1 %
Médias et télécommunications	0,2 %	1,4 %
Développement durable	0,9 %	1,0 %
Produits de consommation et de détail	3,5 %	1,0 %
Aérospatiale et matériel de défense	0,2 %	0,3 %
Agriculture et fertilisants	2,1 %	0,2 %
Produits structurés	—	0,1 %
Total	100,0 %	100,0 %

CANACCORD GENUITY – PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Transactions de financement de sociétés par secteur (en % du nombre de transactions de financement de sociétés pour chaque région géographique)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2018				
	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger
Soins de santé et sciences de la vie	3,3 %	—	48,2 %	11,4 %	—
Technologie	7,9 %	18,8 %	31,5 %	17,1 %	—
Métaux et mines	20,1 %	6,3 %	—	45,7 %	—
Immobilier et hôtellerie	13,1 %	31,3 %	9,3 %	—	—
Infrastructure	0,9 %	6,3 %	—	—	—
Énergie	5,8 %	12,3 %	—	22,9 %	—
Produits financiers, produits diversifiés et fiducies de placements	34,4 %	25,0 %	—	—	—
Autre	7,5 %	—	—	—	—
Médias et télécommunications	0,3 %	—	—	—	—
Développement durable	—	—	7,4 %	—	—
Produits de consommation et de détail	4,0 %	—	1,7 %	2,9 %	—
Aérospatiale et matériel de défense	—	—	1,9 %	—	—
Agriculture et fertilisants	2,7 %	—	—	—	—
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	—

Produits tirés du financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés du financement de sociétés par secteur pour chaque région géographique)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2018				
	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger
Soins de santé et sciences de la vie	59,4 %	—	47,2 %	31,1 %	—
Technologie	11,0 %	16,7 %	44,5 %	3,8 %	—
Métaux et mines	11,2 %	1,6 %	0,1 %	54,6 %	—
Immobilier et hôtellerie	5,2 %	34,1 %	1,5 %	—	—
Infrastructure	0,6 %	19,8 %	—	0,1 %	—
Énergie	2,1 %	2,8 %	0,2 %	7,4 %	—
Produits financiers, produits diversifiés et fiducies de placements	1,8 %	25,0 %	—	0,3 %	—
Autre	4,1 %	—	—	0,3 %	—
Médias et télécommunications	2,7 %	—	—	—	—
Développement durable	—	—	4,0 %	1,4 %	—
Produits de consommation et de détail	1,3 %	—	0,7 %	1,0 %	—
Aérospatiale et matériel de défense	—	—	1,8 %	—	—
Agriculture et fertilisants	0,3 %	—	—	—	—
Produits structurés	0,2 %	—	—	—	—
Transport	0,1 %	—	—	—	—
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	—

Note : Dans les tableaux ci-dessus, les transactions avec les sociétés du secteur du cannabis au Canada sont incluses dans le secteur Soins de santé et sciences de la vie.

CHARGES

Les charges de l'exercice 2018 se sont élevées à 607,9 millions \$, une hausse de 72,0 millions \$, ou 13,4 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges pour l'exercice 2018 s'est établi à 558,5 millions \$, une hausse de 25,9 millions \$, ou 4,9 %, par rapport au total des charges de l'exercice 2017, mais une baisse de 1,6 point de pourcentage en pourcentage des produits des activités ordinaires.

Rémunération au rendement et charges salariales

Régime d'intéressement à long terme

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, à des fins comptables, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice. Par conséquent, une charge de 42,4 millions \$ a été comptabilisée pour le secteur Canaccord Genuity à l'égard des attributions octroyées avant l'exercice 2018, notamment au titre de l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. Cette charge a été exclue du calcul du ratio de rémunération totale présenté ci-après et incluse à titre d'élément important¹ aux fins de nos résultats ajustés (c.-à-d. compte non tenu des éléments importants). Les coûts liés aux attributions octroyées dans le cadre du RILT pour l'exercice 2018 ont été inclus dans la charge de rémunération au rendement.

Pour l'exercice 2018, la charge de rémunération au rendement, compte non tenu de l'amortissement accéléré susmentionné lié à certaines attributions fondées sur des actions, a augmenté de 21,1 millions \$, ou 6,4 %, par rapport à celle de l'exercice 2017. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement diminué de 0,1 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2017, pour s'établir à 55,1 %. Les charges salariales pour l'exercice 2018 ont reculé de 0,6 million \$, ou 2,3 %, par rapport à celles de l'exercice 2017. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement, compte non tenu de l'amortissement accéléré susmentionné lié à certaines attributions fondées sur des actions et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est élevée à 59,1 % pour l'exercice clos le 31 mars 2018, en baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'exercice 2017.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Dans toutes les régions, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires est demeurée relativement stable par rapport à l'exercice 2017, conformément à nos efforts visant à surveiller de près toutes les charges liées à la rémunération. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires au Canada a légèrement diminué de 0,4 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2017. Le ratio de la rémunération de nos activités aux États-Unis s'est établi à 59,3 % pour l'exercice 2018, également une légère baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent. Dans nos activités au Royaume-Uni, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,3 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2017, du fait de la baisse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités en Australie a représenté 57,2 %, soit une hausse de 1,4 point de pourcentage qui s'explique par la diminution des produits des activités ordinaires et par la nature invariable de certains coûts fixes du personnel.

Charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires par région de Canaccord Genuity

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017
Canada	54,6 %	55,0 %	(0,4) p.p.
Royaume-Uni et Europe	66,7 %	65,4 %	1,3 p.p.
États-Unis	59,3 %	59,6 %	(0,3) p.p.
Australie	57,2 %	55,8 %	1,4 p.p.
Autres établissements à l'étranger	négl.	92,3 %	négl.
Canaccord Genuity (total)	59,1 %	59,6 %	(0,4) p.p.

p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes ont été de 183,3 millions \$ pour l'exercice 2018 par rapport à 179,5 millions \$ pour l'exercice 2017, ce qui représente une hausse de 3,8 millions \$, ou 2,1 %. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes, compte non tenu des éléments importants¹, ont diminué de 1,0 point de pourcentage par rapport à celles de l'exercice 2017, ce qui reflète la hausse des produits des activités ordinaires et la nature fixe de certaines charges indirectes. Les frais de négociation et les frais d'administration figurent parmi les plus importantes hausses de charges indirectes par rapport à l'exercice précédent, contrebalancées par des baisses de la dotation aux amortissements et des frais de développement.

L'augmentation des frais de négociation s'expliquait principalement par l'accroissement des frais d'exécution et de règlement liés à nos activités au Royaume-Uni.

Les frais d'administration ont augmenté de 5,3 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice 2017. Nos activités au Canada ont connu une hausse de 8,4 millions \$ par rapport à l'exercice 2017 en raison de la hausse des honoraires professionnels et des frais de promotion et de déplacement visant à soutenir la croissance des activités et des effectifs dans cette région. Cette hausse des frais d'administration au Canada a été contrebalancée par une baisse dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni, conformément à la réduction de l'effectif dans ces deux régions et aux efforts de restructuration déployés au cours de l'exercice 2018.

S'élevant à 9,5 millions \$, la dotation aux amortissements a reculé de 1,2 million \$ en regard de celle de l'exercice précédent, par suite de la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles dans nos activités en Australie.

S'établissant à 36,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2018, les frais liés aux communications et à la technologie ont connu une hausse de 0,7 million \$, principalement attribuable à l'augmentation notée dans nos activités au Canada en raison d'une augmentation de l'effectif.

Les frais de développement ont diminué de 1,9 million \$ en regard de ceux de l'exercice précédent, pour s'établir à 0,7 million \$ à l'exercice 2018, en partie en raison de la diminution des primes de recrutement et des frais de recrutement dans toutes les régions.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, les frais de restructuration se sont chiffrés à 4,7 millions \$, ceux-ci ayant trait à des réductions du personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis et à des coûts liés à certaines activités de négociation à Dublin. Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés à l'exercice précédent.

RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 13,1 millions \$ pour l'exercice 2018, une baisse de 31,1 millions \$, ou 70,3 %, par rapport à celui de l'exercice 2017. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, y compris les charges indirectes imputées, a augmenté pour passer de 46,4 millions \$ à 62,5 millions \$ à l'exercice 2018. L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat, compte non tenu des éléments importants¹, est attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos secteurs opérationnels canadien et américain combinée à la compression des charges indirectes.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque. La Société mène maintenant des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, la Société a conclu l'acquisition de Hargreave Hale, élargissant ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity compte 12 bureaux au Royaume-Uni et en Europe, notamment au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man. Les produits des activités ordinaires de cette entreprise proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille. À 68,5 % pour l'exercice 2018, la proportion des produits des activités ordinaires tirés des activités de gestion de patrimoine tarifées récurrentes dans cette région est beaucoup plus importante qu'au Canada. L'entreprise offre des services aux clients au Royaume-Uni, à l'international et en Europe et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris 18 fonds gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Au 31 mars 2018, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity avait 15 bureaux dans l'ensemble du Canada, y compris cinq bureaux de gestion de patrimoine indépendante. La Société se concentre sur l'embauche d'équipes de conseillers d'expérience afin d'accélérer la croissance au sein de ces activités.

Perspectives

Notre virage stratégique visant à accroître l'apport du rendement de nos activités mondiales de gestion de patrimoine demeure une priorité pour la Société. Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des activités tarifées en pourcentage du total des produits des activités ordinaires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits, nous nous attendons à réduire considérablement notre dépendance aux produits tirés des transactions au cours des années à venir, ce qui rendra notre entreprise moins sensible aux variations des conditions de marché.

La division tirant 68,5 % de ses produits des activités ordinaires des activités tarifées récurrentes, les sources de produits générées par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe contribuent à améliorer la stabilité de son rendement global. Les avoirs des clients dans nos produits de gestion de placement internes se chiffrent à plus de 1 milliard \$ et suscitent un intérêt de plus en plus marqué chez les sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales. La Société continuera à saisir des occasions de croissance stratégiques afin d'accroître la présence de son entreprise de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

Au Canada, la Société continue de mettre l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement et à une formation ciblés. Bien que le contexte d'embauche demeure compétitif, nous nous attendons à avoir du succès à long terme en la matière dans des marchés choisis, grâce aux avantages tirés de notre plateforme mondiale indépendante. La Société prévoit également investir davantage dans ses programmes de formation pour les conseillers en placement, nouveaux et actuels, afin de poursuivre le perfectionnement de nos équipes de conseillers et de soutenir la croissance des services tarifés de notre entreprise canadienne. Nous restons fortement déterminés à attirer et à retenir des conseillers compétents, à investir dans des programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits de qualité visant à attirer des investisseurs fortunés et à aider nos conseillers à élargir leurs activités.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie sont toujours relativement modestes. Toutefois, il devrait y avoir une expansion grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine dans ce marché.

RENDEMENT FINANCIER – AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017	
Produits des activités ordinaires	168 882 \$	132 292 \$	36 590 \$	27,7 %
Charges				
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions	85 430	65 909	19 521	29,6 %
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	952	824	128	15,5 %
Charges salariales	11 315	11 335	(20)	(0,2) %
Autres charges indirectes	36 795	36 756	39	(0,1) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁶	668	—	668	négl.
Frais de restructuration	—	—	—	—
Total des charges	135 160	114 824	20 336	17,7 %
Imputations intersectorielles ³	14 200	15 504	(1 304)	(8,4) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	19 522 \$	1 964 \$	17 558 \$	négl.
ASG – Canada (discrétionnaires) ⁴	2 815	2 637	178	6,8 %
ASA – Canada ⁵	15 567	13 228	2 339	17,7 %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	142	141	1	0,7 %
Nombre d'employés	379	359	20	5,6 %
Compte non tenu des éléments importants⁷				
Total des charges	134 492 \$	114 824 \$	19 668 \$	17,1 %
Imputations intersectorielles ³	14 200	15 504	(1 304)	(8,4) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	20 190	1 964	18 226	négl.

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASA, des ASG, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Comprends les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 46.

4) Les ASG représentent les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

5) Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Les ASA englobent les ASG.

6) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. Pour le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord), la charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 relativement aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est chiffrée à 0,7 million \$.

7) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 168,9 millions \$, en hausse de 36,6 millions \$, ou 27,7 %, par rapport à ceux de l'exercice 2017, en raison de la stabilisation de la conjoncture et de la recrudescence des activités des clients et des transactions de financement de sociétés. Nous continuons de prioriser la croissance de nos produits de comptes à frais fixes et de gestion d'actifs exclusifs. L'accroissement des activités de financement de sociétés, qui sont un canal de distribution clé pour nos activités sur les marchés des capitaux, a contribué à la hausse générale des produits des activités ordinaires dans nos activités canadiennes de gestion de patrimoine à l'exercice 2018 en regard de ceux de l'exercice 2017.

Les ASA – Canada ont affiché un accroissement de 17,7 %, passant de 13,2 milliards \$ au 31 mars 2017 à 15,6 milliards \$ au 31 mars 2018, qui s'explique par nos initiatives de développement dans ce secteur et par l'amélioration des valeurs de marché au cours de l'exercice. On comptait 142 équipes de conseillers au Canada, soit une de plus qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont reculé de 1,2 point de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent et ont représenté 33,5 % des produits de gestion de patrimoine générés au Canada au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018. La légère baisse des produits tirés des honoraires en pourcentage des produits des activités ordinaires s'explique essentiellement par la forte hausse des produits tirés des transactions au cours de l'exercice, qui découle d'une augmentation de 74,1 % des produits tirés du financement de sociétés attribuable aux activités liées aux particuliers, principalement des sociétés de secteurs nouveaux et en développement.

Pour l'exercice 2018, les charges se sont élevées à 135,2 millions \$, en hausse de 20,3 millions \$, ou 17,7 %, par rapport à celles de l'exercice 2017. En raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires à l'exercice considéré par rapport à ceux de l'exercice 2017 et de la nature relativement fixe des charges autres que la rémunération au rendement, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 6,8 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le RILT a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, à des fins comptables, les UATI attribuées dans le

cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice. Par conséquent, une charge de 0,7 million \$ a été comptabilisée au cours de l'exercice 2018 à l'égard des attributions octroyées avant l'exercice 2018, notamment au titre de l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. Cette charge comptable hors trésorerie a été exclue du calcul du ratio de rémunération totale présenté précédemment et incluse à titre d'élément important¹ puisqu'elle reflète une charge unique autre que d'exploitation. Les coûts liés aux attributions octroyées dans le cadre du RILT au cours de l'exercice 2018 ont été inclus dans la charge de rémunération au rendement.

La charge de rémunération au rendement, compte non tenu de l'amortissement accéléré susmentionné lié à certaines attributions fondées sur des actions, a augmenté de 19,6 millions \$, ou 29,4 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Les charges salariales sont demeurées stables par rapport à celles de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement, compte non tenu de l'amortissement accéléré susmentionné lié à certaines attributions fondées sur des actions et charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 1,2 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent, pour s'établir à 57,8 % à l'exercice 2018, reflétant la hausse des produits des activités ordinaires à l'exercice 2018.

Les autres charges indirectes sont demeurées stables par rapport à l'exercice précédent malgré la hausse des produits des activités ordinaires. Les frais de négociation ont diminué de 0,9 million \$ par suite d'un changement dans la réallocation de certains frais de négociation, de compensation et de règlement dans notre secteur Non sectoriel et autres. Les frais liés aux locaux et au matériel ont également diminué de 0,6 million \$ par rapport à ceux de l'exercice 2017 en raison de la rationalisation des locaux de bureaux. Ces diminutions des charges indirectes ont été en partie contrebalancées par l'augmentation des frais de développement enregistrés à l'exercice 2018 entraînée par la hausse des primes de recrutement versées aux nouveaux employés.

Le résultat avant impôt sur le résultat pour l'exercice 2018 s'est inscrit à 17,6 millions \$, une hausse de 19,5 millions \$ qui reflète la hausse nette des produits des activités ordinaires compte tenu des coûts de nature variable et les efforts constants de compression des coûts dans ce secteur d'exploitation.

RENDEMENT FINANCIER – ROYAUME-UNI ET EUROPE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017	
Produits des activités ordinaires	201 383 \$	134 819 \$	66 564 \$	49,4 %
Charges				
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions	73 222	45 755	27 467	60,0 %
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	4 081	1 884	2 197	116,6 %
Charges salariales	36 214	21 711	14 503	66,8 %
Autres charges indirectes	58 999	41 874	17 125	40,9 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁶	3 390	—	3 390	négl.
Frais de restructuration	2 939	—	2 939	négl.
Frais connexes aux acquisitions	6 732	—	6 732	négl.
Total des charges	185 577	111 224	74 353	66,8 %
Imputations intersectorielles ²	1 329	1 292	37	2,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	14 477 \$	22 303 \$	(7 826) \$	(35,1) %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	44 877	24 526	20 351	83,0 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	188	118	70	59,3 %
Nombre d'employés	559	313	246	78,6 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	162 702 \$	105 962 \$	56 740 \$	53,5 %
Imputations intersectorielles ²	1 329	1 292	37	2,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	37 352	27 565	9 787	35,5 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 46.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

5) Comprend les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

6) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. Pour le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe), la charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 relativement aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est chiffrée à 3,4 millions \$.

Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale sont pris en compte dans Gestion du patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions du marché. Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 201,4 millions \$ à l'exercice 2018, en hausse de 49,4 % par rapport à ceux de l'exercice 2017. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont élevés à 118,0 millions £ à l'exercice 2018, en hausse de 38,4 millions £, ou 49,2 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. L'apport de Hargreave Hale a représenté 30,8 millions £, ou 79,2 % de l'augmentation totale des produits des activités ordinaires par rapport à l'exercice 2017.

Au 31 mars 2018, les ASG – Royaume-Uni et Europe se sont inscrits à 44,9 milliards \$, en hausse de 83,0 % par rapport à ceux au 31 mars 2017, alors qu'ils étaient de 24,5 milliards \$. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 69,0 % comparativement à ceux au 31 mars 2017, l'apport de Hargreave Hale représentant 96,0 points de pourcentage de cette hausse. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 68,5 % du total des produits des activités ordinaires dans cette région géographique à l'exercice 2018, une baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent en raison de l'augmentation des produits tirés des transactions.

Comme il a déjà été mentionné, avec prise d'effet le 31 mars 2018, le RILT a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Par conséquent, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passés en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. Le montant total de la charge liée au RILT comptabilisée dans nos activités de gestion du patrimoine au Royaume-Uni et en Europe à l'égard des attributions octroyées avant l'exercice 2018, notamment au titre de l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018, s'est établi à 3,4 millions \$. Cette charge comptable hors trésorerie a été exclue du calcul du ratio de rémunération totale, et incluse à titre d'élément important¹ puisqu'elle reflète une charge unique autre que d'exploitation. Les coûts liés aux attributions octroyées dans le cadre du RILT pour l'exercice 2018 ont été inclus dans la charge de rémunération au rendement.

La charge de rémunération au rendement (compte non tenu de l'amortissement accéléré susmentionné lié à certaines attributions fondées sur des actions) s'est inscrite à 77,3 millions \$, en hausse de 29,7 millions \$ par rapport à celle de l'exercice 2017, alors qu'elle se chiffrait à 47,6 millions \$, ce qui est conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires liés au rendement. Les charges salariales ont augmenté de 14,5 millions \$ par rapport à celles de l'exercice 2017 pour se chiffrer à 36,2 millions \$, en raison surtout de l'augmentation de l'effectif pour soutenir la croissance de nos activités de gestion du patrimoine existantes au Royaume-Uni et en Europe et des activités de notre nouvelle acquisition, Hargreave Hale. La charge de rémunération totale (la charge de rémunération au rendement, compte non tenu de l'amortissement accéléré susmentionné lié à certaines attributions fondées sur des actions, et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 4,9 points de pourcentage, passant de 51,4 % à l'exercice 2017 à 56,4 % à l'exercice 2018, principalement en raison de la hausse des coûts fixes du personnel comme il a été mentionné précédemment.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, les autres charges indirectes ont augmenté de 17,1 millions \$, ou 40,9 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. L'augmentation de l'effectif et l'expansion des activités liées à l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18 ont entraîné une augmentation de la plupart de nos charges indirectes, surtout en ce qui a trait aux frais liés aux communications et à la technologie, ainsi qu'aux frais d'administration. La dotation aux amortissements a augmenté de 3,5 millions \$ à l'exercice 2018, essentiellement par suite de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Hargreave Hale. Ces augmentations sont en partie contrebalancées par une diminution des frais de développement de 0,4 million \$ par rapport à l'exercice précédent par suite de la diminution des primes de recrutement.

Des paiements incitatifs d'un montant total de 1,5 million \$ liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont compris dans les frais de développement.

Au cours de l'exercice 2018, les frais de structuration se sont chiffrés à 2,9 millions \$ en raison de la rationalisation des locaux de bureaux liée à l'acquisition de Hargreave Hale. Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés à la période correspondante de l'exercice précédent.

La Société a également comptabilisé des frais connexes aux acquisitions de 6,7 millions \$ en raison de l'acquisition de Hargreave Hale pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Les frais connexes aux acquisitions comprennent des honoraires de consultation et des honoraires professionnels engagés au cours de l'exercice.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 14,5 millions \$, comparativement à 22,3 millions \$ à l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par les frais de restructuration et les frais connexes aux acquisitions engagés au cours de l'exercice 2018, ainsi que par la charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du RILT, comme il a déjà été mentionné. Compte non tenu des

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 37,4 millions \$, soit une hausse de 9,8 millions \$, ou 35,5 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, qui fait état de l'apport net de nos activités élargies.

NON SECTORIEL ET AUTRES

Aperçu

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Services de correspondants Pinnacle, les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les Services de correspondants Pinnacle offrent des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à d'autres intermédiaires financiers. Cette division a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que la Société a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'administration, d'exploitation et de soutien de la Société, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. La Société compte 288 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de la Société sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Notre groupe de l'exploitation est responsable du traitement des transactions sur titres, dont la compensation et le règlement des transactions sur titres, la gestion de comptes ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de la Société incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de la Société à tout moment.

RENDEMENT FINANCIER¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2017 et l'exercice 2018	
Produits des activités ordinaires	15 056 \$	14 044 \$	1 012 \$	7,2 %
Charges				
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions	8 479	8 718	(239)	(2,7) %
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	2 992	1 596	1 396	87,5 %
Charges salariales	26 198	26 554	(356)	(1,3) %
Autres charges indirectes	18 623	26 833	(8 210)	(30,6) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ³	1 898	—	1 898	négl.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	298	—	298	négl.
Total des charges	58 488	63 701	(5 213)	(8,2) %
Imputations intersectorielles ²	(32 053)	(35 006)	2 953	8,4 %
Résultat avant recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(11 379) \$	(14 651) \$	3 272 \$	22,3 %
Nombre d'employés	288	279	9	3,2 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	56 590 \$	63 701 \$	(7 111) \$	(11,2) %
Imputations intersectorielles ²	(32 053)	(35 006)	2 953	8,4 %
Perte avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(9 481)	(14 651)	5 170	35,3 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant le recouvrement d'impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » ci-après.

3) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée pour notre secteur Non sectoriel et autres au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 à l'égard des attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est chiffrée à 1,9 million \$.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Pour l'exercice 2018, les produits des activités ordinaires se sont élevés à 15,1 millions \$, en hausse de 1 million \$, ou 7,2 %, comparativement à ceux de l'exercice 2017 du fait d'une augmentation des profits de change.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Le total des charges s'est élevé à 58,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2018, soit 5,2 millions \$, ou 8,2 %, de moins qu'à l'exercice précédent. La charge de rémunération totale a augmenté de 0,8 million \$ par rapport à celle de l'exercice précédent.

Le montant total de la charge liée au RILT comptabilisée pour notre secteur Non sectoriel et autres à l'égard des attributions octroyées avant l'exercice 2018, notamment au titre de l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018, s'est établi à 1,9 million \$. Cette charge comptable hors trésorerie est incluse à titre d'élément important¹ dans nos résultats ajustés (c.-à-d. compte non tenu des éléments importants).

Les autres charges indirectes ont diminué de 8,2 millions \$, ou 30,6 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Parmi les éléments qui ont le plus diminué, citons les frais liés aux locaux et au matériel, les frais d'administration et les frais de développement. Les frais liés aux locaux et au matériel ont diminué de 4,4 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2017, en raison des coûts liés à la rationalisation des locaux de bureaux à Toronto comptabilisés à l'exercice précédent. Les frais d'administration ont baissé de 5,0 millions \$ en raison d'une hausse des honoraires professionnels engagés au cours de l'exercice précédent et aux efforts de compression des coûts déployés au cours de l'exercice considéré. Une charge comptable de dépréciation de 2,4 millions \$ a été comptabilisée au cours de l'exercice 2017, relativement à un placement qui était le principal facteur ayant contribué à la diminution des frais de développement. Cette diminution a été contrebalancée par l'augmentation de 3,3 millions \$ de la charge d'intérêts, en partie en raison des débetures convertibles émises au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 11,3 millions \$ pour l'exercice 2018, contre 14,7 millions \$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 9,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2018, comparativement à 14,7 millions \$ pour l'exercice précédent en raison de la diminution des charges indirectes.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données du bilan aux 31 mars				
	2018	2017	2016	2015	2014
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	862 838 \$	677 769 \$	428 329 \$	322 324 \$	364 296 \$
Titres détenus	469 217	784 230	564 746	848 128	1 143 201
Créances clients	2 215 837	3 395 736	2 041 150	2 491 488	2 785 898
Impôt sur le résultat à recevoir	1 170	1 085	12 537	5 295	3 983
Actifs d'impôt différé	19 941	15 323	11 221	10 148	9 735
Placements	2 035	2 829	5 578	8 693	9 977
Matériel et aménagements des locaux loués	30 967	31 479	37 049	43 373	50 975
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	418 731	295 065	323 936	640 456	646 557
Total de l'actif	4 020 736 \$	5 203 516 \$	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$
Passif et capitaux propres					
Dettes bancaires	— \$	25 280 \$	14 910 \$	20 264 \$	— \$
Titres vendus à découvert	301 006	645 742	427 435	654 639	913 913
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 638 954	3 669 883	2 185 047	2 527 636	2 877 933
Provisions	8 428	11 793	18 811	14 320	10 334
Impôt sur le résultat à payer	7 851	10 093	4 242	8 172	10 822
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	9 679	—	—	—	—
Contrepartie différée	9 997	—	—	—	—
Contrepartie éventuelle	49 844	—	—	—	—
Emprunt bancaire	61 758	—	—	—	—
Passifs d'impôt différé	13 715	140	450	2 057	3 028
Composante passif des débetures convertibles	57 081	56 442	—	—	—
Dettes subordonnées	7 500	7 500	15 000	15 000	15 000
Capitaux propres	841 352	764 785	749 929	1 117 542	1 168 680
Participations ne donnant pas le contrôle	13 571	11 858	8 722	10 275	14 912
Total du passif et des capitaux propres	4 020 736 \$	5 203 516 \$	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 862,8 millions \$ au 31 mars 2018, contre 677,8 millions \$ au 31 mars 2017. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

S'établissant à 469,2 millions \$ au 31 mars 2018, les titres détenus ont diminué en regard de 784,2 millions \$ au 31 mars 2017, surtout en raison d'une diminution des titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus.

Les créances clients s'inscrivaient à 2,2 milliards \$ au 31 mars 2018, en comparaison de 3,4 milliards \$ au 31 mars 2017. Cette baisse s'explique surtout par une diminution des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières et des clients.

Le goodwill atteignait 258,0 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 160,8 millions \$, au 31 mars 2018. Au 31 mars 2017, le goodwill atteignait 192,2 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 102,8 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP »), d'Eden Financial Ltd. et, le 18 septembre 2017, de Hargreave Hale.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, des placements et du matériel et des aménagements des locaux loués, atteignaient 54,1 millions \$ au 31 mars 2018, comparativement à 50,7 millions \$ au 31 mars 2017, principalement en raison d'une hausse des actifs d'impôt différé. La Société, par l'entremise d'une filiale en propriété exclusive, a investi 2,5 millions \$ dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. (« CGAC »), société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Ce placement a été comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, la quote-part de la Société de la perte nette de CGAC a été de 0,3 million \$.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 mars 2018, Groupe Canaccord Genuity disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni et en Europe d'un montant total de 669,2 millions \$ (602,6 millions \$ au 31 mars 2017). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2018, la Société avait une dette bancaire à néant, comparativement à 25,3 millions \$ au 31 mars 2017.

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 301,0 millions \$ au 31 mars 2018, contre 645,7 millions \$ au 31 mars 2017. Cette baisse s'explique essentiellement par une diminution des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 2,6 milliards \$, une baisse par rapport à 3,7 milliards \$ au 31 mars 2017, attribuable principalement à une diminution des sommes dues aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé, étaient de 29,1 millions \$ au 31 mars 2018, comparativement à 17,7 millions \$ à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse des passifs d'impôt différé comptabilisés au titre des immobilisations incorporelles découlant de l'acquisition de Hargreave Hale.

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale par l'intermédiaire d'une filiale de la Société, cette filiale a contracté un emprunt bancaire de 40,0 millions £ (72,5 millions \$ CA au 31 mars 2018) pour financer une partie de la contrepartie au comptant. L'emprunt est remboursable par versements au titre du capital et des intérêts sur une période de quatre ans. L'emprunt porte intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 3,375 %. Toujours dans le cadre de cette acquisition, la Société a également comptabilisé une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle respectivement de 10,0 millions \$ et 49,8 millions \$ en date du 31 mars 2018. Se reporter à la note 12 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018 pour de plus amples renseignements sur le prix d'acquisition de Hargreave Hale.

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 mars 2018, compte non tenu de l'emprunt bancaire susmentionné lié à l'acquisition de Hargreave Hale, la Société disposait d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un montant total de 669,2 millions \$ (602,6 millions \$ au 31 mars 2017). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de la dette subordonnée, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 mars 2018 et 2017, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 13,6 millions \$ au 31 mars 2018, en comparaison de 11,9 millions \$ au 31 mars 2017, ce qui représente 42 % de l'actif net de nos activités en Australie.

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties auprès d'une institution financière totalisant 2,6 millions \$ (2,0 millions \$ US) (2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) au 31 mars 2017) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2018, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (25,3 millions \$ au 31 mars 2017).

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale, une filiale de la Société a contracté un emprunt bancaire de 40,0 millions £ (72,5 millions \$ CA au 31 mars 2018) pour financer une partie de la contrepartie au comptant. L'emprunt est remboursable par versements au titre du capital et des intérêts sur une période de quatre ans. L'emprunt porte intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 3,375 %.

Comme il est indiqué ci-dessus et compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition, les filiales de la Société disposent aussi d'autres facilités de crédit, dont des emprunts remboursables à vue, des lettres de crédit et des facilités de découvert, auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni. Le montant total des autres facilités de crédit à la disposition de la Société s'établissait à 669,2 millions \$ au 31 mars 2018 (602,6 millions \$ au 31 mars 2017). Au 31 mars 2018, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2018.

(en milliers \$ CA)	Total	Exercice 2019	Exercice 2020 – exercice 2021	Exercice 2022 – exercice 2023	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	177 165	32 476	59 427	44 517	40 745
Emprunt bancaire ¹	72 500	9 679	24 179	38 642	—
Débetures convertibles ²	75 600	3 900	7 800	63 900	—
Total des obligations contractuelles	325 265	46 055	91 406	147 059	40 745

- 1) L'emprunt bancaire comprend la facilité de crédit de 40 000 000 £ obtenue pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de Hargreave Hale. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux LIBOR annuel majoré de 3,375 % et est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts sur une période de quatre ans, et vient à échéance en septembre 2021.
- 2) Les débetures convertibles se composent de débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (les « débetures ») émises au T3/17. Les débetures portent intérêt au taux annuel de 6,50 % et viennent à échéance le 31 décembre 2021. Dans certaines circonstances, la Société pourrait racheter les débetures à compter du 31 décembre 2019.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les débetures, les bons de souscription, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 31 mars 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 862,8 millions \$, en hausse de 185,1 millions \$ par rapport à 677,8 millions \$ au 31 mars 2017. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, un montant de trésorerie de 10,3 millions \$ a été affecté aux activités de financement, en raison essentiellement des flux de trésorerie affectés à l'acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme de la Société, le paiement de dividendes sur actions privilégiées et actions ordinaires et la diminution de la dette bancaire, contrebalancés en partie par le produit d'un emprunt bancaire obtenu dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale. Un montant de trésorerie de 63,7 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale et pour l'aménagement des locaux loués. Les activités d'exploitation ont généré un montant de trésorerie de 244,1 millions \$, essentiellement attribuable aux variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une hausse de 15,0 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours (au 30 septembre 2017, les marchés nord-américains sont passés à un cycle de règlement de deux jours), à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série A ») à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans close le 30 septembre 2016. Depuis le 1^{er} octobre 2016 et pour une période prenant fin le 30 septembre 2021, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 3,885 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série C ») à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 juin 2017. À compter du 1^{er} juillet 2017, jusqu'au 30 juin 2022, les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,993 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série D »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2017, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Au cours de l'exercice 2017, la Société a émis des débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (les « débentures ») d'un montant en capital total de 60,0 millions \$. Les débentures portent intérêt au taux annuel de 6,50 %. Les débentures peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 6,50 \$ par action. Les débentures viendront à échéance le 31 décembre 2021 et peuvent être rachetées par la Société dans certaines circonstances au plus tôt le 31 décembre 2019.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2018	2017
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	93 053 875	92 779 817
Nombre d'actions émises et en circulation ²	113 522 629	113 511 468
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	124 294 132	124 479 390
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	92 587 216	91 656 708
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	110 862 087	101 149 072
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution, compte non tenu des éléments importants ^{4, 5}	120 092 856	101 149 072

1) Exclut 654 322 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 19 814 432 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 654 322 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 19 814 432 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 10 771 503 actions, nets des renoncations.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisés pour calculer le RPA après dilution. Pour les exercices ayant des pertes nettes attribuables aux actionnaires ordinaires, tous les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs du résultat par action après dilution, ces instruments étant antidilutifs.

5) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. S'entend du nombre d'actions après dilution utilisé pour calculer le RPA après dilution, compte non tenu des éléments importants.

Le 11 août 2017, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 15 août 2017 au 14 août 2018, jusqu'à concurrence de 5 675 573 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Les actionnaires peuvent obtenir une copie de l'avis, sans frais, en communiquant avec la Société. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle et de la précédente représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 1^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018, aucune action n'a été rachetée et annulée dans le cadre de l'OPRCNA.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des achats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 15 août 2017 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 14 août 2018) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 54 968 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2017 à juillet 2017).

Au 31 mai 2018, 113 531 412 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D'ACTIONNAIRES ORDINAIRES

	Exercice 2018
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2017	113 511 468
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement	11 161
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2018	113 522 629

Régimes de paiement fondés sur des actions

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiduciaires pour les avantages du personnel (les « fiduciaires ») ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiduciaires des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre des prêts à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Lorsqu'ils sont octroyés, ces prêts font l'objet d'une renonciation sur une période d'acquisition des droits. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de CSHP, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existants à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des droits en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. De plus, la Société a mis sur pied le régime d'intéressement à long terme (« RILT ») de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP, pour les employés admissibles, existants à la date d'acquisition.

OPTIONS SUR ACTIONS

Dans le passé, la Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à de hauts dirigeants. Au 31 mars 2018, toutes les options sur actions étaient arrivées à échéance.

UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération leur soit ainsi versée et peuvent préciser le pourcentage de leur rémunération qui sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, la Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du 3^e anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours moyen des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

AUTRES PROGRAMMES DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT

D'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionnariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2018	31 mars 2017
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	s. o.
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Hargreave Hale Limited	Royaume-Uni	100 %	s. o.
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams BC ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd*	Australie	50 %	50 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	50 %	50 %
加通贝祥（北京）投资顾问有限公司 (Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited)	Chine	100 %	100 %
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %

* La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 31 mars 2018, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (58 % au 31 mars 2017).

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un UALR et des options sur actions. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2018 et 2017.

(en milliers)	31 mars 2018	31 mars 2017
Avantages du personnel à court terme	10 515 \$	7 053 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	—	1 989
Paiements fondés sur des actions	4 933	3 979
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	15 448 \$	13 021 \$

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

(en milliers)	31 mars 2018	31 mars 2017
Créances clients	969 \$	211 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 527 \$	219 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2018 et 2017 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2018 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation à l'actif des coûts des logiciels et les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de Hargreave Hale.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2018, la Société détenait 50 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (« CGAL »). La Société a aussi évalué son entente contractuelle avec les autres actionnaires et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle devrait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), aux 31 mars 2018 et 2017. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si elle détient 50 % des actions émises de CGAL, à des fins comptables, en date du 31 mars 2018, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en raison des actions détenues par une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd; par conséquent, la Société a comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % (42 % au 31 mars 2017), représentant la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. À la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen de la méthode de la consolidation proportionnelle. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des

tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiées à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT »). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris isolément à moins que l'actif ne génère pas des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs isolés sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire.

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de la transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés comme une réduction des produits tirés des commissions.

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres transactions de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont constatés selon la date de transaction.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation, et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des participations dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle les différences temporaires s'inverseront et s'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de RILT (ou le « régime »).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (« UAD ») qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie. Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, certains membres de la haute direction ont reçu, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (« UALR ») qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de sorte que l'acquisition des droits rattachés à certaines UATI n'est plus nécessairement conditionnée par un emploi continu. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport. La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD et des UALR est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société a également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

Les instruments financiers représentent une partie importante de l'actif et du passif de la Société. Celle-ci a recours aux instruments financiers dans le cadre de ses activités de négociation et autres que de négociation. Les activités de négociation de la Société comprennent l'achat et la vente de titres à des fins de facilitation de transactions pour le compte de clients et la prise de positions de négociation à titre de contrepartiste dans le but de dégager un profit.

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner ou atténuer l'exposition aux risques de marché, de crédit ou de liquidité. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont ces risques sont gérés, se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion. Pour connaître les principales hypothèses qui ont été formulées pour évaluer les instruments financiers et autres instruments, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du présent rapport de gestion. Pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers de la Société, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2018.

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 mars 2018, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 17,7 millions \$ US, une diminution de 4,4 millions \$ US par rapport au 31 mars 2017. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 2,1 millions \$ US, une diminution de 0,8 million \$ US par rapport au 31 mars 2017. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Au 31 mars 2018, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations du Canada en cours s'établissait à une position acheteur de 0,1 million \$ (position acheteur de 0,5 million \$ au 31 mars 2017).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2018 et 2017, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

NORMES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Les normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence sur les états financiers de la Société, mais qui ne sont pas encore en vigueur, sont présentées ci-après.

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »). L'IFRS 15 établit un modèle unique en cinq étapes pour déterminer la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. L'IFRS 15 permet une application rétrospective modifiée ou intégrale. La Société adoptera l'IFRS 15 à compter de l'exercice se terminant le 31 mars 2019, selon l'approche rétrospective modifiée.

La Société a évalué l'incidence de l'IFRS 15 sur ses diverses sources de produits et les résultats de cette évaluation sont les suivants :

- Commissions et honoraires – La Société a conclu qu'il n'y aura pas de changement important dans le montant ni le calendrier des produits comptabilisés en vertu de la nouvelle norme, étant donné que le transfert des risques et des avantages liés aux services et le transfert du contrôle surviennent au même moment.
- Financement de sociétés – La Société a conclu que, de manière générale, l'IFRS 15 n'aura pas d'incidence sur le financement des sociétés, car les produits seront comptabilisés lorsque l'obligation de prestation sera remplie.
- Honoraires de consultation – La Société a conclu que, de manière générale, l'IFRS 15 n'aura pas d'incidence sur les honoraires de consultation, car les produits seront comptabilisés lorsque l'obligation de prestation sera remplie. Dans certains cas, les honoraires sont perçus selon les progrès réalisés et ne répondent pas aux exigences d'une obligation de prestation distincte. Selon l'IFRS 15, de tels paiements pourraient être différés jusqu'à ce que l'obligation de prestation soit remplie. L'incidence de ce changement sur le montant des produits comptabilisés au cours de l'exercice n'est pas significative.
- La négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les exigences en matière de présentation et d'informations à fournir de l'IFRS 15 sont plus détaillées que celles des normes en vigueur. Au moment de l'adoption de l'IFRS 15, la Société fournira de l'information relative à chaque source de produits de la Société, de façon à compléter les données liées aux produits qui sont actuellement présentées à la note sur les informations sectorielles. De nouvelles informations seront également présentées relativement au moment où les obligations de prestation de la Société seront remplies.

IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui remplace les versions antérieures de l'IFRS 9 (2009, 2010 et 2013) et conclut le projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et elle doit être appliquée rétrospectivement, sauf à l'égard de la comptabilité de couverture. La Société adoptera l'IFRS 9 à compter de l'exercice se terminant le 31 mars 2019.

La Société a évalué l'incidence de l'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés et les résultats de cette évaluation sont les suivants :

Classement des actifs et passifs financiers

L'IFRS 9 définit les exigences de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 établit une nouvelle approche de classement et d'évaluation pour les actifs financiers qui reflète le modèle économique suivi pour les gérer ainsi que les caractéristiques de leurs flux de trésorerie. L'IFRS 9 comprend trois principales catégories de classement pour les actifs financiers : évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). L'IFRS 9 conserve la plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement des passifs financiers. La Société prévoit de continuer à classer la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les titres détenus comme des actifs financiers évalués à la JVRN, et les créances clients comme étant des actifs financiers évalués au coût amorti. Le placement de la Société dans Euroclear, qui était classé comme étant disponible à la vente au 31 mars 2018, sera reclassé comme étant évalué à la JVAERG. Le classement des passifs financiers devrait rester le même selon l'IFRS 9.

Dépréciation d'actifs financiers

L'IFRS 9 met en place un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues qui remplace l'ancien modèle de l'IAS 39 fondé sur les pertes subies. D'après son évaluation, la Société estime que les nouvelles exigences en matière de dépréciation n'auront pas d'incidence importante sur ses états financiers en raison de la nature à court terme des créances de la Société.

Exigence en matière de comptabilité de couverture

L'IFRS 9 offre davantage de flexibilité à l'égard des types d'opérations admissibles à la comptabilité de couverture. La Société prévoit que ce changement n'aura pas d'incidence significative sur ses états financiers consolidés lors de son adoption.

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui exige du preneur qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour la plupart des contrats. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise, à condition que la nouvelle norme sur les produits des activités ordinaires, l'IFRS 15, ait été appliquée, ou soit appliquée à la même date que l'IFRS 16, selon une approche rétrospective intégrale ou modifiée. La Société prévoit adopter l'IFRS 16 pour son exercice se terminant le 31 mars 2020, mais elle n'a pas encore choisi de méthode de transition.

La Société estime que l'adoption d'IFRS 16 entraînera une augmentation des actifs et des passifs liés aux contrats de location. En raison de la comptabilisation des actifs et des passifs supplémentaires à l'égard des contrats de location, des charges d'amortissement plus élevées et des charges d'intérêts sur les passifs liés aux contrats de location seront comptabilisées selon l'IFRS 16 par rapport à la norme actuelle. Enfin, selon l'IFRS 16, la Société prévoit une réduction des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation et une augmentation correspondante des sorties de trésorerie liées aux activités de financement par suite de l'adoption de l'IFRS 16. Actuellement, la Société cible et recueille des données relatives aux ententes existantes afin de déterminer l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16.

Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018 pour de plus amples renseignements.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2018, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2018 et pendant l'exercice clos à cette date.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2018 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait aucune lacune importante au niveau du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Gestion des risques

APERÇU

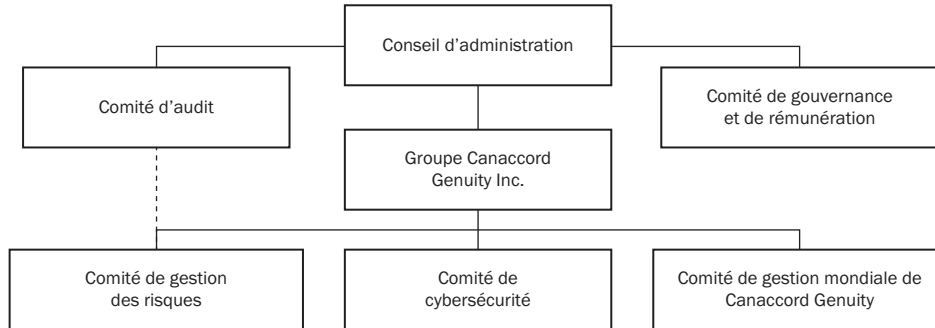
L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity.

STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de la Société s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de la Société en matière de risque, le prolongement de la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration (« le conseil ») surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société pour de plus amples renseignements sur le mandat des comités d'audit en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit aide le conseil à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques de la Société et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef des finances et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de la Société. Le comité de gestion des risques identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances, les technologies de l'information de même que les questions juridiques.

À l'exercice 2017, la Société a mis sur pied un comité mondial de cybersécurité pour aider à identifier, à surveiller et à gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions comme l'évaluation du cyber-risque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché dans les limites de risque fixées par le comité de gestion des risques et approuvées par le comité d'audit.

La Société est exposée à un risque lié aux cours boursiers, à un risque de liquidité et à un risque de fluctuation du fait de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste. La Société est également exposée à un risque de taux d'intérêt, à un risque d'écart de taux et à un risque de liquidité précis à l'égard de ses transactions de négociation à titre de contrepartiste sur des titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation et par négociateur. Groupe Canaccord Genuity exploite un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (« VaR ») pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe. De plus, la direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et des secteurs d'activité sur marge de particuliers sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique certaines normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'un prêt sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande des titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par ces titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds fondés sur le risque qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie, les ratios de couverture des prêts et le risque de concentration. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, la négociation à titre de contrepartiste, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de négociation et de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de fraudes, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché ou de crédit.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé de transactions. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;

- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

La Société a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire dans lequel elle exerce ses activités. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'utilisation et la garde des données des clients, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, l'inconduite d'employés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de la Société.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (le « Bank Secrecy Act ») et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (les « indications du FinCEN ») portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait des affaires ou qui favorisent les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, y compris en accroissant la sensibilisation au sein de la Société en offrant un programme de formation sur la cybersécurité à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité d'audit du conseil d'administration.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise, ou qu'une activité présumée avoir été entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant un ralentissement des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements d'une couverture médiatique défavorable, ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

RISQUE DE CONTRÔLE

Au 31 mars 2018, les hauts dirigeants et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 9,3 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (13,7 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de la Société.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity Inc. pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Facteurs de risque

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de la Société et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 6 juin 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,12 \$ par action ordinaire payable le 3 juillet 2018 aux actionnaires inscrits le 22 juin 2018. Ce dividende est composé d'un dividende trimestriel de base de 0,01 \$ et d'un dividende supplémentaire de 0,11 \$, comme indiqué ci-après.

La politique de dividende entrée en vigueur le 31 mars 2017 reflète l'engagement de la Société à remettre une partie du résultat aux actionnaires, compte tenu de la variabilité inhérente à ses activités, lesquelles sont touchées par la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions, et du marché des actions dans des secteurs de croissance spécifiques. Dans le cadre de cette politique, la Société prévoit verser de 25 % à 50 % du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires chaque année. La politique est de payer un dividende trimestriel de 0,01 \$ par action ordinaire, qui sera déclaré et versé tous les trimestres à compter du quatrième trimestre de l'exercice 2017. À la fin de chaque exercice, le conseil examinera la situation du capital de la Société à la lumière du contexte de marché, selon les exigences en matière de répartition du capital pour ses priorités stratégiques, et déterminera si un dividende supplémentaire devrait être versé. Les dividendes supplémentaires, si la Société en déclare, peuvent varier de façon importante d'un exercice à l'autre étant donné la nature du contexte d'exploitation de la Société et du besoin éventuel de conserver des liquidités dans le cadre de certaines occasions de croissance. Des dividendes devraient être déclarés et payés de façon continue, mais le conseil d'administration

en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Le 6 juin 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A et un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C, tous deux payables le 3 juillet 2018 aux actionnaires inscrits le 22 juin 2018.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris notre notice annuelle, se trouvent sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.